

SOPHIA 2023

LA SUISSE DE DEMAIN



**QUELLE ÉCONOMIE?
QUELLE TECHNOLOGIE?
QUELLE POLITIQUE?**

TABLE DES MATIÈRES**INTRODUCTION****FICHE TECHNIQUE****CHAPITRE 1**

CONFIANCE DANS LES ACTEURS

CHAPITRE 2

LES MESURES

CHAPITRE 2.1

POLITIQUE ET ÉCONOMIE

CHAPITRE 2.2

SÉCURITÉ

CHAPITRE 2.3

MOBILITÉ ET LOGEMENT

CHAPITRE 2.4

SANTÉ

CHAPITRE 2.5

ÉNERGIE

CHAPITRE 2.6

SOCIÉTÉ

CHAPITRE 3

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

CHAPITRE 4

BAROMÈTRE SOPHIA

ENQUÊTE RÉALISÉE
AUPRÈS DE
**300 LEADERS
D'OPINION**
ET DE
**1555 PERSONNES
REPRÉSENTATIVES**

LA SUISSE DE DEMAIN

Pour la deuxième fois de suite, le Forum des 100 a décidé de choisir une thématique très vaste, en l'occurrence la Suisse de demain. Nous avons donc à nouveau questionné leaders et population sur différents thèmes au lieu de nous concentrer sur un seul. Impossible du coup d'être exhaustifs, les résultats que nous vous présentons dans cette brochure étant ainsi en partie le fruit de choix subjectifs, notamment sur les éventuelles mesures que nous avons soumises à l'appréciation des répondants.

Il n'en reste pas moins que cela donne déjà un panorama vaste et très intéressant des directions que leaders et population souhaitent pour l'avenir de la Suisse, parfois pas du tout les mêmes d'ailleurs, ou en tout cas avec beaucoup de nuances d'un côté ou de l'autre. On pense par exemple ici à l'âge de la retraite, aux renforcements des contrôles aux frontières, aux prix de l'abonnement général ou encore à la création de nouvelles routes ou d'une caisse maladie unique et fédérale.

C'est aussi l'occasion de découvrir ou de voir se confirmer d'autres grands débats de société : retour ou non du nucléaire, instauration d'un congé parental flexible entre les deux parents, types de mobilité individuelle à privilégier, budget de l'armée, etc.

Compte tenu de son importance croissante dans l'ensemble de la société et de son développement à vitesse grand V, impossible de parler de la Suisse de demain sans aborder

l'Intelligence Artificielle. Malgré son caractère inéluctable, elle suscite toujours beaucoup de craintes, et même encore plus qu'il y a 3 ans (voir SOPHIA 2020), au point que la moitié de la population aimerait, vœux pieux, que son développement ralentisse, voire que l'on revienne en arrière.

De manière un peu paradoxale, on a donc très peur de cette IA (vie privée, relations sociales, véracité de l'information, emplois, création artistique, erreurs d'interprétation des machines), mais dans le même temps on en attend monts et merveilles pour trouver des solutions dans tous les domaines : santé, mobilité, sécurité, alimentation, etc. Leaders et population en appellent à l'instauration d'un cadre légal pour l'utilisation de l'IA, certains craignant fortement la concentration du savoir dans ce domaine entre les mains de quelques multinationales. La majorité n'est cependant guère optimiste sur la capacité des Etats à encadrer cette IA.

Nous vous invitons à découvrir en détail ces résultats divers et très intéressants. Nous les devons aux leaders qui participent fidèlement à SOPHIA et à la population toujours intéressée par cette étude. Nous tenons à les en remercier chaleureusement.

Mathias Humery
Chercheur chez MIS Trend
Institut de recherches économiques et sociales,
Lausanne et Berne

FICHE TECHNIQUE SOPHIA 2023

L'étude SOPHIA 2023 initiée et menée par MIS Trend, Institut de recherches économiques et sociales (Lausanne et Berne), s'adresse chaque année à deux cibles distinctes. D'une part le grand public à raison de 726 Romands, 601 Alémaniques et 228 Tessinois représentatifs de la population âgée de 18 ans et plus. Cette disproportionnalité permet de minimiser la marge d'erreur sur chaque région ($\pm 3,7\%$ pour la Romandie, $\pm 4,1\%$ pour la Suisse alémanique et $\pm 6,6\%$ pour le Tessin). Une pondération mathématique permet

de retrouver ensuite le poids démographique réel des trois régions dans les résultats totaux (marge d'erreur $\pm 2,5\%$). Ces 1'555 personnes ont été interrogées au moyen d'un questionnaire auto-administré par Internet du 21 au 26 août 2023.

D'autre part, SOPHIA consulte 300 leaders d'opinion qui développent leur activité en Suisse. Ils sont détectés en raison de leur réflexion sur le présent et l'avenir de la Suisse, des messages qu'ils diffusent et de la place qu'ils

prennent dans la vie publique suisse. Par souci de représentativité, ils appartiennent au monde de l'économie, de l'administration, de la science et de l'éducation, de la culture et de la politique. Ils sont Latins ou Alémaniques, un tiers a un rayon d'action international et exerce un mandat politique au niveau communal, cantonal ou fédéral. Ils ont été consultés de mi-août à mi-septembre 2023 à l'aide d'un questionnaire auto-administré en ligne ou sur papier. La marge d'erreur maximale sur cet échantillon est de $\pm 5,8\%$.

01 / CONFIANCE DANS LES ACTEURS

Nous avons démarré cette édition 2023 en demandant aux répondants de nous indiquer leur niveau de confiance dans la capacité de différents acteurs majeurs à mener la Suisse dans la bonne direction.

C'est globalement assez mitigé, à l'exception notoire du monde de la formation et de la recherche. En effet, la confiance est forte tant chez les leaders que dans la population envers les hautes écoles, l'éducation en général et les scientifiques, mais beaucoup plus nuancée ailleurs. Cependant, une question similaire posée en 2010 donnait des résultats globaux nettement moins bons, on peut donc considérer que le climat général est tout de même meilleur qu'il y a 13 ans, à la sortie de la crise financière de 2008.

C'est cependant déjà un peu plus tiède pour l'Etat fédéral, et encore plus pour les Etats cantonaux, avec une majorité de répondants positifs, mais guère d'enthousiasme, surtout pour les deuxièmes. Peut-être faut-il trouver ici une explication partielle des forts taux d'abstention que l'on enregistre régulièrement lors des élections cantonales et fédérales, comme ce fut le cas pour celles qui viennent de se dérouler.

Malgré tout, l'Etat fédéral fait aussi bien, voire mieux, chez les leaders, que les citoyens. Concernant ces derniers, la confiance est majoritairement là, mais on aurait pu s'attendre à ce qu'elle soit sensiblement plus forte. Au royaume de la démocratie directe, on n'est pas toujours vraiment convaincu que le peuple saura agir au mieux, avec même un quart des leaders et de la population qui pensent clairement le contraire.

Un peu plus loin, les entreprises, petites ou grandes, s'en sortent assez bien, presque autant que les gouvernants, mais avec des variations sensiblement plus fortes entre

sous-groupes, notamment entre la Gauche et la Droite, surtout chez les leaders ; la première affiche une confiance beaucoup plus mesurée que la deuxième en ces acteurs. Mais ce clivage se fait ensuite beaucoup plus fort à propos des organisations patronales et des syndicats. En l'occurrence, la confiance en ces deux types d'acteurs s'est légèrement péjorée dans la population depuis 2010.

Cependant, ce n'est rien en comparaison avec la Banque nationale suisse et la justice. En effet, la première passe de 91% de confiance chez les leaders et 74% dans la population à, respectivement, 59% et 58% en 2023. La majorité reste donc positive, mais il y a peu de convaincus et la chute est tout de même forte pour une institution qui ne fait plus autant l'unanimité qu'il y a 13 ans, à la sortie du sauvetage d'UBS. La fin du Credit suisse a été nettement moins bien appréciée et n'est sans doute pas étrangère à cela.

Concernant la justice, c'est relativement inquiétant pour un acteur aussi fondamental : 81% des leaders lui faisaient confiance en 2010, tout comme 72% de la population. On descend cette année à 44% et 56%, c'est faible et assez général.

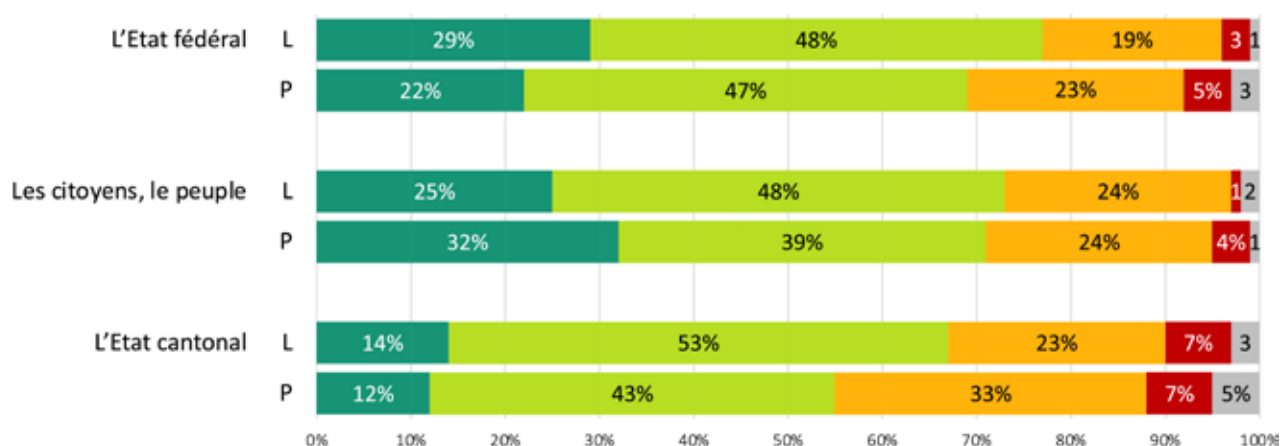
Un groupe ferme la marche avec une majorité d'avis négatifs : les ONG, les médias et les instances religieuses. Mais si les premières font un peu moins bien qu'il y a 13 ans, les médias sont clairement à la hausse. Il n'en reste pas moins que la méfiance reste forte à leur rencontre, ce qui est clairement inquiétant à l'époque florissante des fake news, réelles ou présentées comme telles.

Concernant les instances religieuses, les résultats sont sans appel avec huit à neuf répondants méfiants sur dix.

01 / CONFIANCE DANS LES ACTEURS

Veillez indiquer pour chacun des acteurs ci-dessous dans quelle mesure ils sont pour vous à même de faire progresser la Suisse, de la mener dans la bonne direction au cours des années à venir.

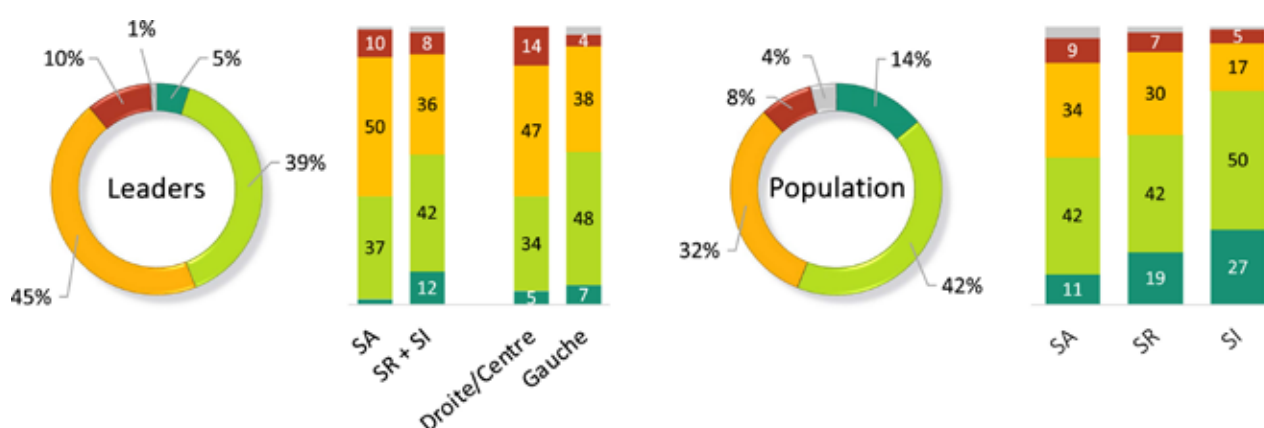
Les pouvoirs publics et le souverain



L = Leaders
P = Population

Heureusement, leaders et grand public font majoritairement confiance à leurs élus et à la population, avec un certain manque d'enthousiasme tout de même. Les gouvernements cantonaux sont un peu en retrait, surtout dans la population alémanique.

La justice



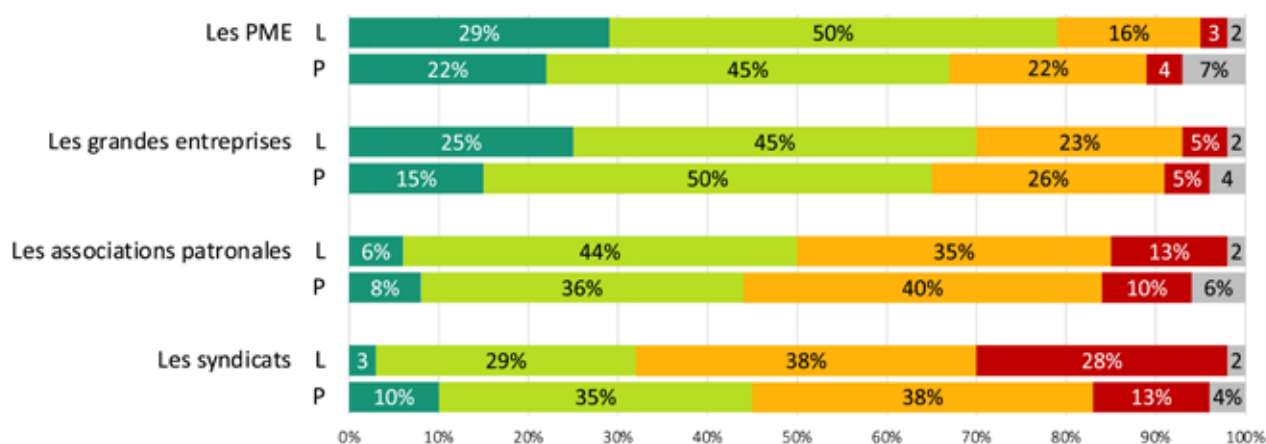
Beaucoup de méfiance chez les leaders vis-à-vis de la justice, surtout chez les Alémaniques de droite et du centre. C'est mieux dans la population, mais la Suisse alémanique est également plus critique que les régions latines.

■ Très ■ Assez ■ Pas vraiment ■ Pas du tout ■ Ne sait pas

01 / CONFIANCE DANS LES ACTEURS

Veillez indiquer pour chacun des acteurs ci-dessous dans quelle mesure ils sont pour vous à même de faire progresser la Suisse, de la mener dans la bonne direction au cours des années à venir.

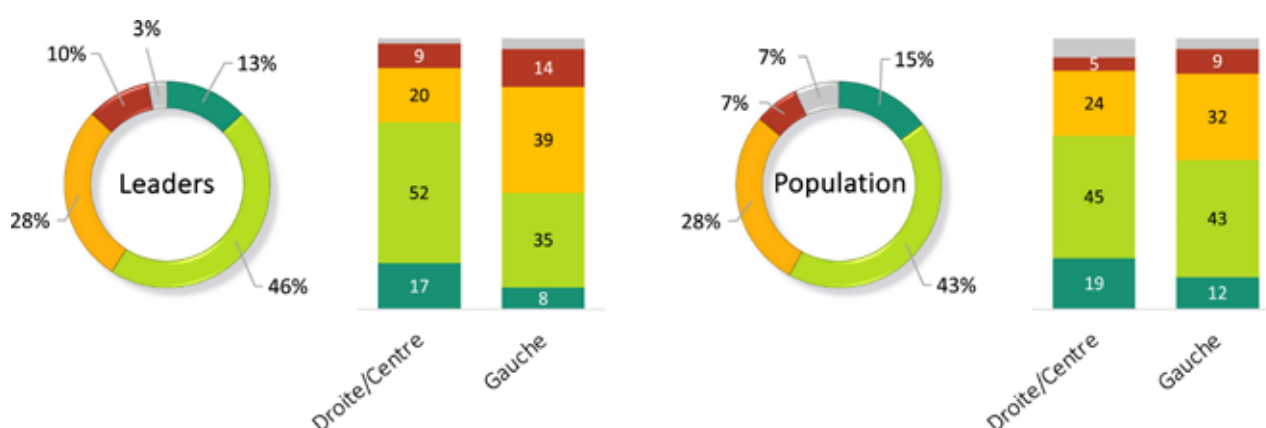
Les acteurs de l'économie



L = Leaders
P = Population

Avis globalement positifs vis-à-vis des entreprises, quelle que soit leur taille, la gauche étant tout de même moins confiante. C'est beaucoup plus mitigé pour les défenseurs du patronat et des collaborateurs, avec un fort clivage gauche-droite dans les deux cas et dans les deux cibles.

La Banque nationale suisse (BNS)



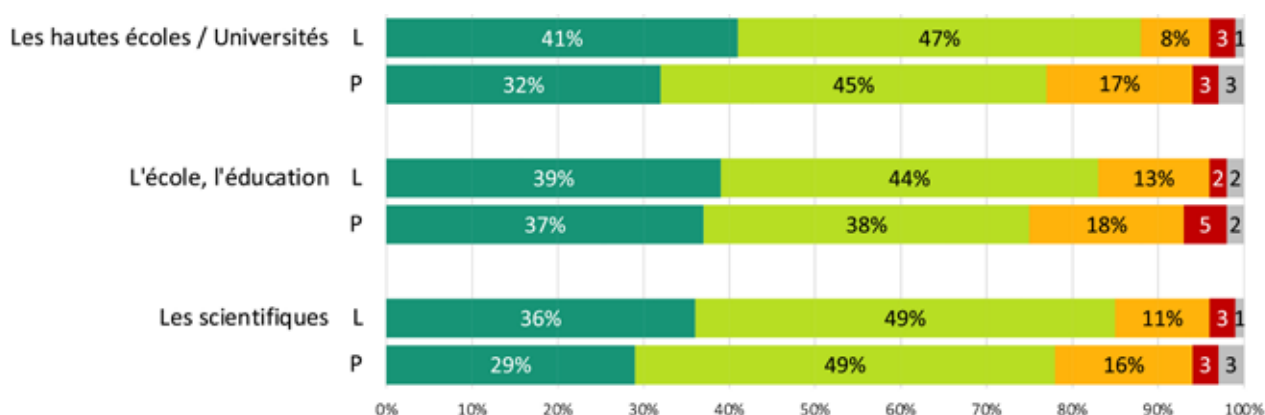
L'image de la BNS reste plutôt bonne, mais est en forte baisse par rapport à 2010, surtout chez les leaders. Dans les deux cibles, la Gauche est plus critique.

■ Très ■ Assez ■ Pas vraiment ■ Pas du tout ■ Ne sait pas

01 / CONFIANCE DANS LES ACTEURS

Veillez indiquer pour chacun des acteurs ci-dessous dans quelle mesure ils sont pour vous à même de faire progresser la Suisse, de la mener dans la bonne direction au cours des années à venir.

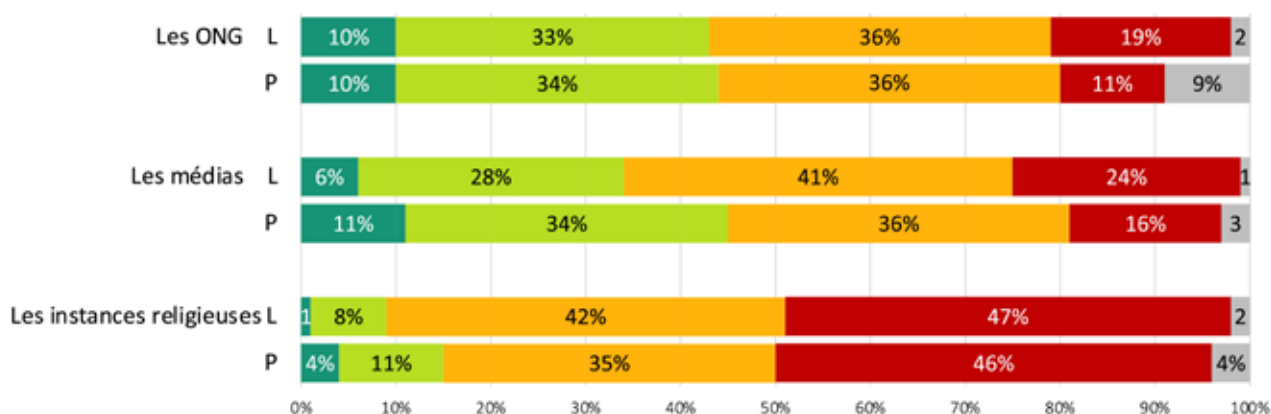
L'éducation, la formation et la recherche



L = Leaders
P = Population

C'est clairement le groupe d'acteurs le plus apprécié, avec en plus une certaine unanimité parmi les sous-groupes. La population alémanique est légèrement plus critique en général, tout comme les leaders de droite vis-à-vis de l'école.

La société civile et les médias



L = Leaders
P = Population

C'est le contraire ici, avec pour tous une majorité d'avis négatifs. La confiance dans les instances religieuses est unanimement très mauvaise. Pour les ONG et les médias, les critiques sont un peu plus vives à droite, la presse étant également moins bien jugée en Suisse alémanique.

■ Très ■ Assez ■ Pas vraiment ■ Pas du tout ■ Ne sait pas

02 / LES MESURES

02.1 / POLITIQUE ET ÉCONOMIE

L'entier du chapitre 2 a consisté en l'appréciation de différentes mesures possibles sur différents sujets, à commencer par la politique et l'économie.

Sur ce thème, une mesure ressort tout particulièrement, à savoir le plafonnement des salaires des cadres d'entreprises dont la Confédération est le principal actionnaire au niveau de celui des Conseillers fédéraux, idée plébiscitée par près de huit personnes sur dix dans la population, dont beaucoup de convaincus, et six leaders sur dix. Chez ces derniers, l'idée fait moins l'unanimité que dans le grand public.

Le congé parental de 38 semaines réparties entre les parents passe aussi la rampe au sein de la population, mais partage les leaders en deux puisque Gauche et Droite ne sont pas du tout d'accord. Cette proposition de la Commission fédérale pour les questions familiales, qui plaît donc à la population, aura cependant bien du mal à obtenir une majorité politique.

La situation est contraire pour l'augmentation de l'âge de la retraite pour tous à 66 ans : intérêt marqué des leaders, mais opposition forte de la population. Un an après la réforme AVS 21, les citoyens ne sont pas prêts à accepter une nouvelle hausse, comme nous l'avions déjà mesuré en juin dernier à propos de l'initiative des Jeunes PLR sur laquelle nous voterons en 2024 (sondage pour le Forum Prévoyance réalisé avec Le Temps et le Groupe mutuel). En outre, l'opposition est si forte entre la Gauche et la Droite chez les leaders qu'un compromis allant dans ce sens serait impossible à trouver actuellement.

Une moitié de la population est sensible à l'idée de l'UDC de vouloir plafonner la population suisse à 10 millions d'habitants, ce parti sachant une nouvelle fois surfer sur certaines craintes du grand public. Ce n'est cependant pas du tout le cas des leaders, qui sont donc très éloignés des citoyens en l'occurrence, quelle que soit leur tendance

politique. Peut-être savent-ils aussi un peu mieux qu'il serait très difficile de mettre en place une telle mesure. En outre, certains scénarii démographiques prévoient plutôt une diminution de la taille de la population dès 2030, ce qui posera de très gros problèmes.

La population est aussi très divisée à propos d'une éventuelle adhésion de la Suisse à l'EEE, comme elle l'était d'ailleurs lors du fameux vote de 1992. La situation n'a donc guère changé, même chose chez les leaders qui sont toujours majoritairement pour, mais qui ne convainquent donc toujours pas le grand public. En l'état, une votation serait à nouveau extrêmement incertaine.

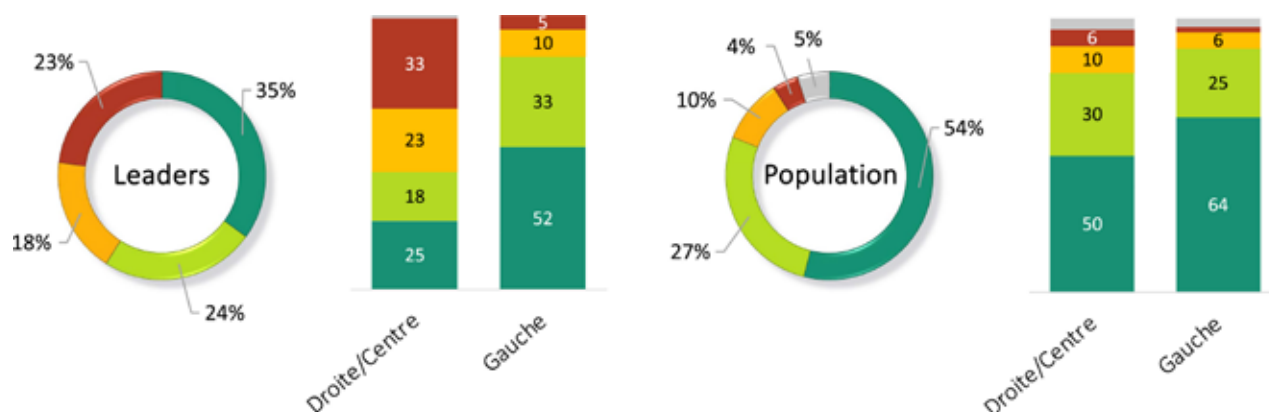
Sinon, les leaders sont fortement opposés à l'abaissement de la durée légale du travail ainsi qu'à un revenu de base inconditionnel, alors que la population ouvre légèrement la porte à ces deux idées. Mais probablement pas suffisamment pour qu'elles aient une chance de voir le jour, en tout cas à court terme, même si on parle de plus en plus de la semaine de 4 jours. Elle rejoint ensuite les leaders sur le refus d'un nouveau jour férié le 12 septembre, motion du National récemment enterrée tacitement par le Conseil des Etats.

A noter cependant que ces trois idées plaisent passablement aux moins de 40 ans et que si leur temps n'est pas encore venu, elles pourraient bien revenir sur la table dans le futur.

Aucune chance en revanche pour les deux dernières mesures : des rentes AVS en fonction du nombre d'enfants et l'élection du Conseil fédéral sur la base d'une liste de personnalités réunies autour d'un programme politique. Comme on le verra dans le dernier chapitre, les Suisses ne veulent pas de changements majeurs de leur système politique.

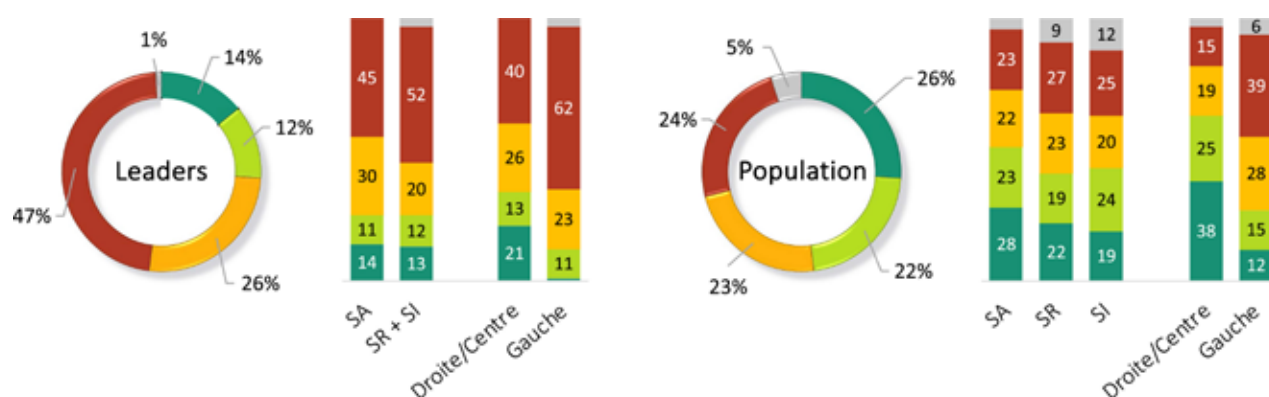
02.1 / POLITIQUE ET ÉCONOMIE

Plafonner le salaire des cadres d'entreprises dont la Confédération est le principal propriétaire ou l'actionnaire majoritaire au niveau de celui d'un Conseiller fédéral



Majorité claire en faveur de cette mesure, mais surtout au sein de la population, quelle que soit la région linguistique. Chez les leaders, clivage important entre la Gauche et la Droite, ce qui n'est pas le cas dans le grand public.

Plafonnement de la population suisse à 10 millions d'habitants d'ici 2050 (actuellement 9 millions)

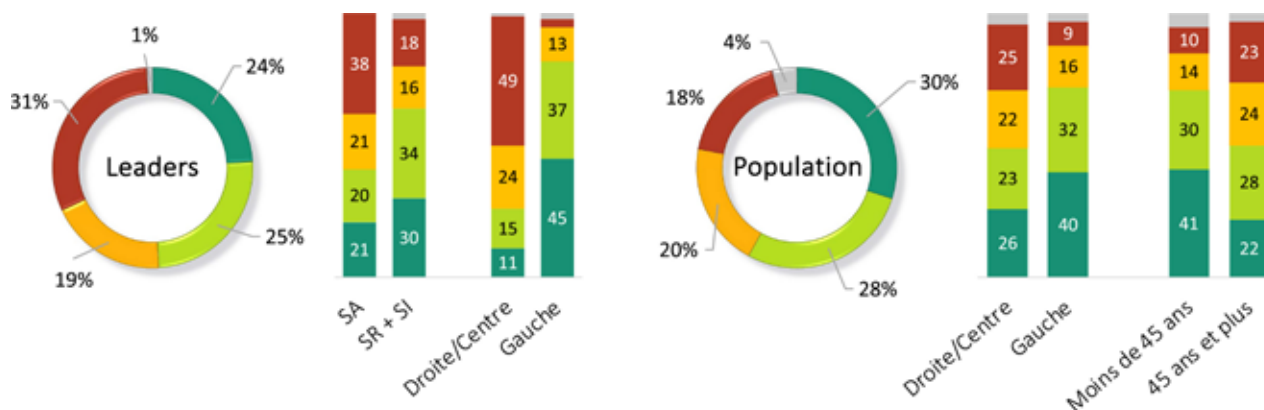


Opposition très forte chez les leaders, y compris à droite, et de manière assez uniforme par région. En revanche, la population est divisée en deux, mais avec des Alémaniques et des répondants de droite majoritairement favorables.

■ Très favorable ■ Assez ■ Pas vraiment ■ Pas du tout ■ Ne sait pas

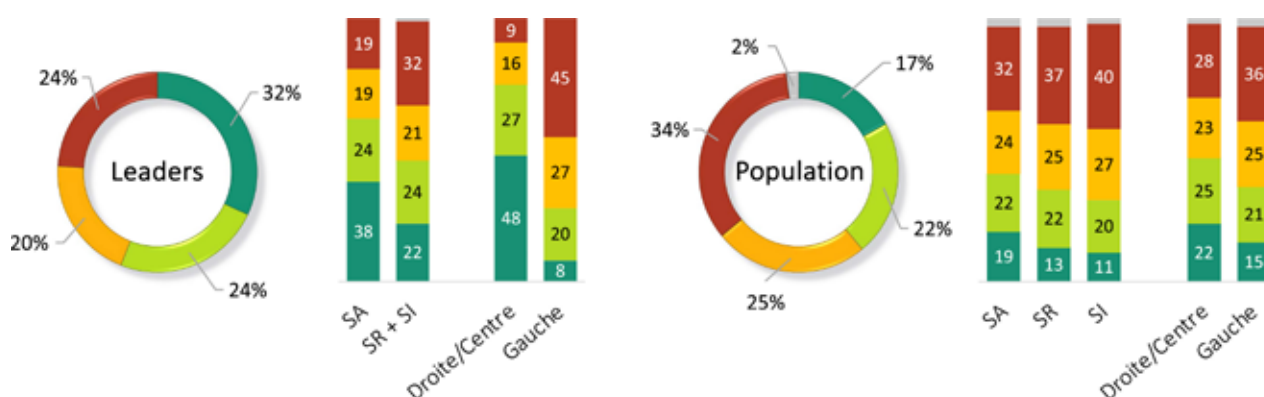
02.1 / POLITIQUE ET ÉCONOMIE

Un congé parental de 38 semaines réparties de manière flexible entre les parents, mais maximum 23 semaines pour la mère



Les leaders sont très partagés ici en raison du fort clivage gauche-droite. En revanche, près de 60% (un peu plus chez les Latins) de la population est favorable à ce congé parental, les jeunes encore plus. L'écart entre la Gauche et la Droite y est nettement moins marqué.

Age de la retraite pour tous à 66 ans

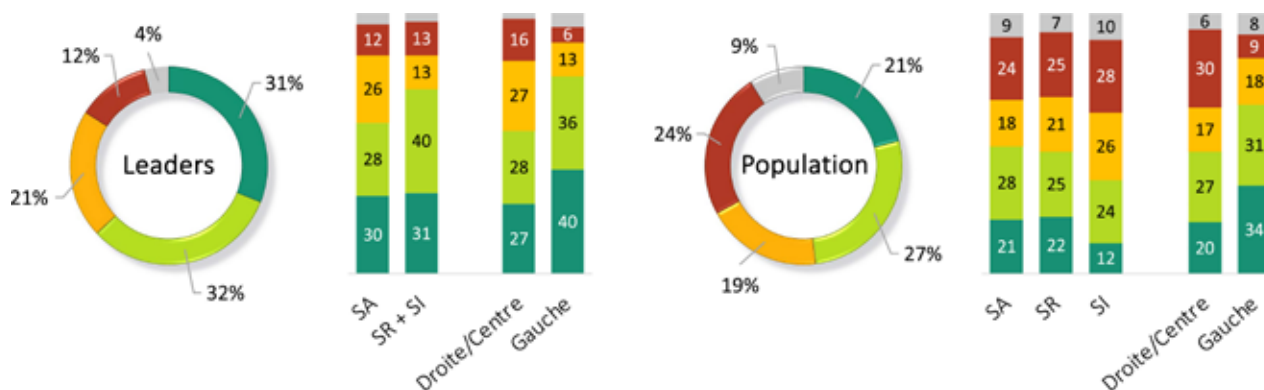


Ecart très fort entre les leaders de gauche et de droite, le tout aboutissant à une légère majorité favorable. L'opposition est cependant très nette dans la population, particulièrement chez les Latins. En outre, les répondants de droite ne suivent pas du tout leurs leaders en l'occurrence.

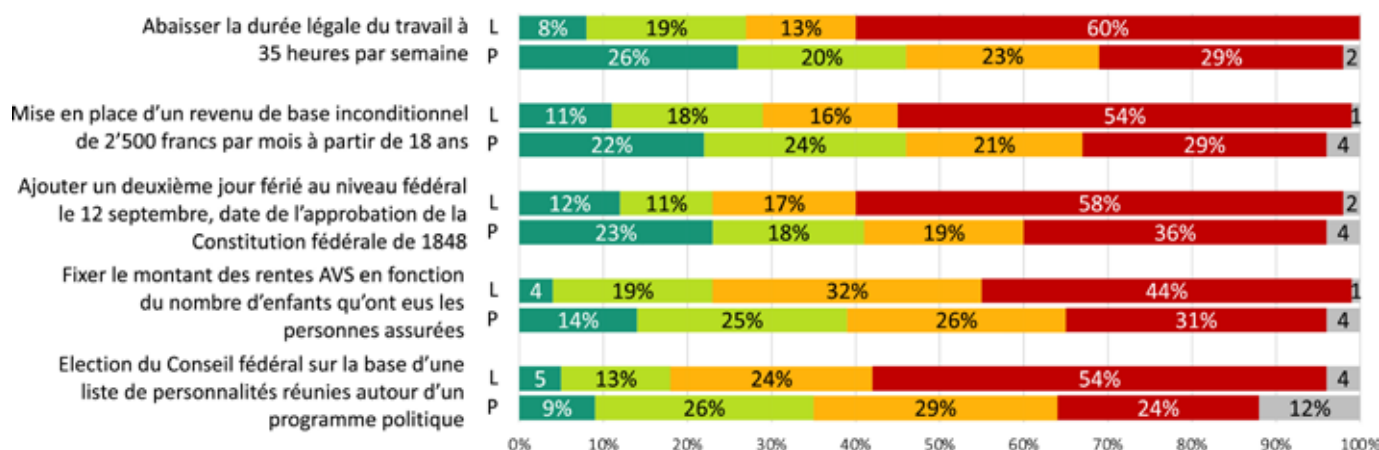
■ Très favorable ■ Assez ■ Pas vraiment ■ Pas du tout ■ Ne sait pas

02.1 / POLITIQUE ET ÉCONOMIE

Adhésion de la Suisse à l'EEE (Espace Économique Européen)



Majorité nette chez les leaders, mais population très partagée avec autant de tout à fait pour que de tout à fait contre. Dans les deux cibles, la Gauche est clairement favorable, mais la Droite est divisée. Par contre, peu de différence entre les régions, seuls les Tessinois se démarquant un peu avec plus de négatifs.



L = Leaders
P = Population

Aucune majorité pour ces propositions, qui recueillent au contraire beaucoup d'avis très négatifs. C'est tout de même serré dans la population pour les trois premières, mais fidèles à leur réputation, les Suisses ne veulent pas travailler moins, ni d'un nouveau jour férié supplémentaire ou d'un revenu universel. La Gauche y est en général favorable, mais pas de manière extrêmement nette.

■ Très favorable ■ Assez ■ Pas vraiment ■ Pas du tout ■ Ne sait pas

02 / LES MESURES

02.2 / SÉCURITÉ

De manière générale, ce chapitre révèle une population demandeuse de plus de sécurité intérieure. Elle est tout d'abord extrêmement favorable à la mise en place d'un registre central des armes en Suisse, comme le demande une initiative parlementaire écologiste soutenue par une commission du national (mais par seulement 13 voix contre 11). Pourtant, les leaders sont également fortement en faveur d'un tel registre, un peu moins à droite tout de même. A suivre ce que décidera prochainement le Conseil des Etats.

La population est aussi majoritairement favorable à un renforcement des contrôles aux frontières, même si c'est de manière nettement moins prononcée. Chez les leaders, c'est le contraire, une majorité claire n'en veut pas, tout particulièrement à gauche, alors que ceux de droite sont très partagés sur cette idée.

Bien que l'utilisation de la reconnaissance faciale fasse de plus en plus débat dans la société, une majorité assez nette des leaders et de la population se déclarent contre l'interdiction des systèmes de reconnaissance faciale dans l'espace public ; c'est encore plus net de la part des répondants de droite. A l'heure où cette interdiction est fortement envi-

sagée dans certaines villes ou cantons, il sera intéressant de suivre la suite des débats.

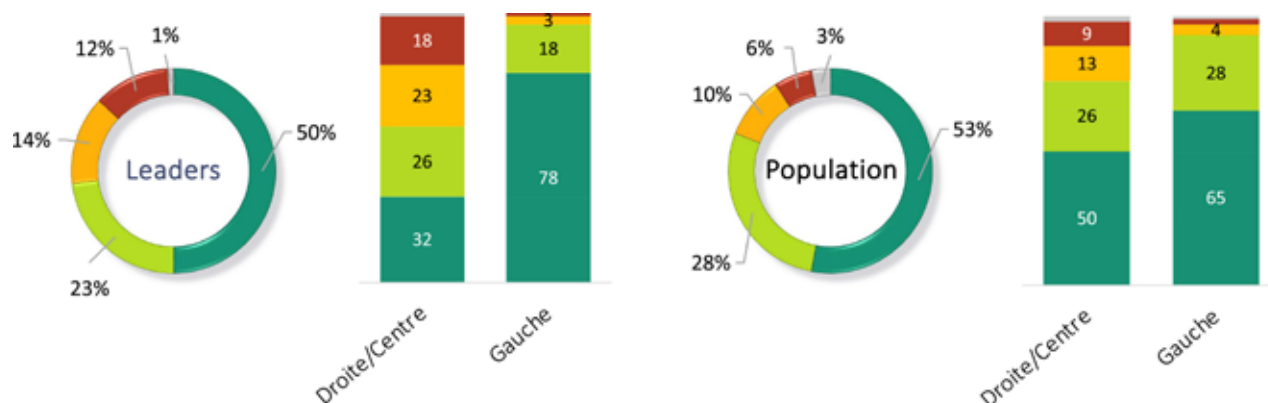
Population et leaders semblent ensuite moins préoccupés par les menaces extérieures, de manière un peu étonnante compte tenu du contexte politique actuel. Des majorités claires rejettent ainsi l'augmentation du budget de l'armée (un peu moins chez les leaders tout de même), l'adhésion de la Suisse à l'OTAN et le service militaire obligatoire pour les femmes.

Concernant le budget de l'armée, le grand public se prononce ici clairement contre une motion du Conseil national et une autre du Conseil des Etats visant à augmenter progressivement le budget de l'armée pour passer de 5 à 7 milliards de francs d'ici à 2030. Les résultats feront donc peut-être réfléchir les opposants à cette décision.

Enfin, le service militaire obligatoire pour les femmes n'est pas pour demain, ces dernières y étant fortement opposées, surtout dans les régions latines. Les hommes sont par contre divisés sur la question...

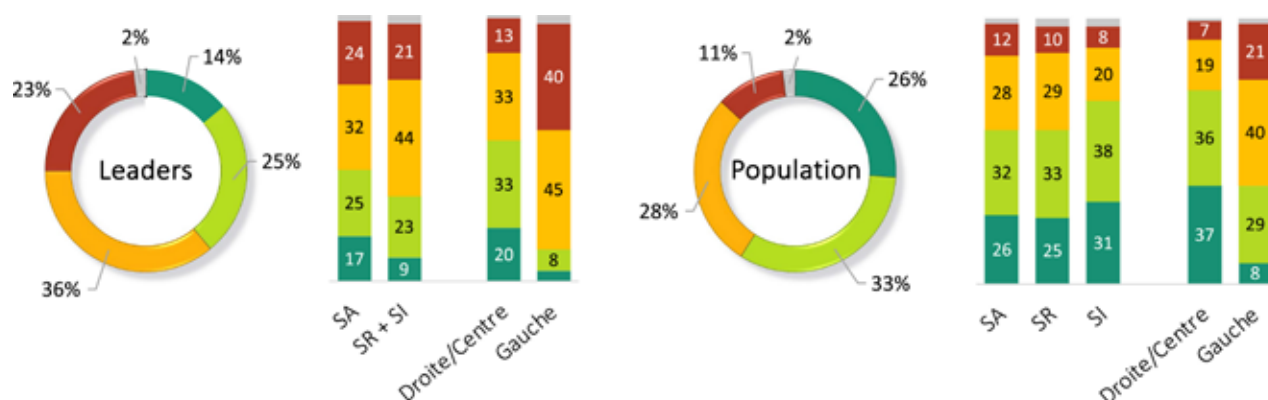
02.2 / SÉCURITÉ

Mise en place d'un registre central des armes répertoriant toutes les armes à feu en Suisse et leur détenteur



Cette idée actuellement discutée aux Chambres est plébiscitée dans les deux cibles, même si la Droite y est légèrement moins favorable, surtout chez les leaders. En outre, les trois régions s'expriment de la même manière.

Renforcement des contrôles aux frontières

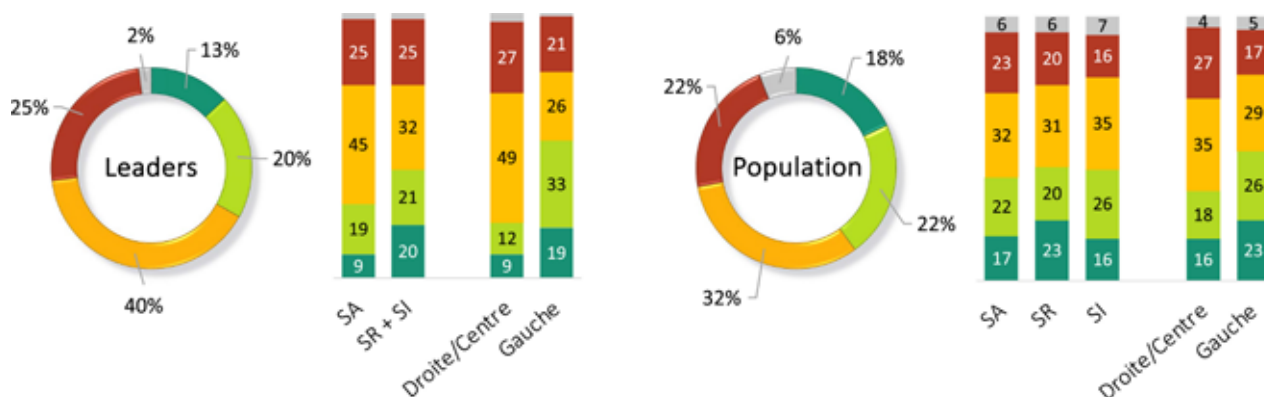


Leaders et population ne sont clairement pas d'accord en l'occurrence, notamment parce que les électeurs de droite sont fortement favorables à cette idée, contre une légère majorité de leurs leaders. Cependant, l'écart est aussi important entre leaders et population de gauche, même si la majorité reste négative dans les deux cibles.

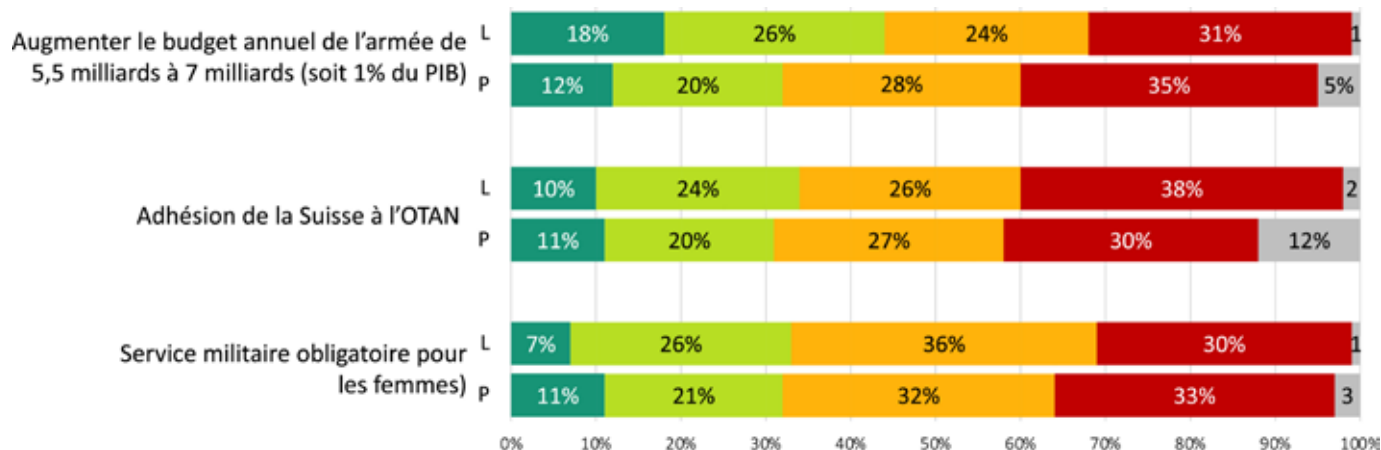
■ Très favorable ■ Assez ■ Pas vraiment ■ Pas du tout ■ Ne sait pas

02.2 / SÉCURITÉ

Interdiction complète des systèmes de reconnaissance faciale dans l'espace public



Demandée au moins partiellement par certaines ONG, l'interdiction complète de la reconnaissance faciale est refusée pour le moment par les deux cibles, surtout par les leaders. A gauche, une légère majorité penche en faveur de cette interdiction, tant chez les leaders que dans la population.



L = Leaders
P = Population

Ces trois mesures sont largement refusées par les deux cibles, seuls les leaders étant un peu partagés concernant le budget de l'armée, puisque la Droite y est favorable. En outre, les Alémaniques le sont un peu plus que les Latins, ceci valant également pour le service militaire féminin. En revanche, tout le monde s'exprime globalement de la même manière sur l'adhésion de la Suisse à l'OTAN.

■ Très favorable ■ Assez ■ Pas vraiment ■ Pas du tout ■ Ne sait pas

02.2 / SÉCURITÉ

« La conciliation vie professionnelle / vie privée doit impérativement être améliorée en Suisse si on souhaite rester compétitif en termes de recrutement de main d'œuvre. »

PAROLE DE LEADER

« La Suisse doit sortir de son isolement européen, nous sommes au centre de l'Europe pas sur un autre continent ou une île au milieu de l'océan. »

PAROLE DE LEADER

« La sécurité ne doit pas servir de prétexte à des mesures liberticides. »

PAROLE DE LEADER

« On est dans le paradoxe d'une Suisse que certains veulent d'une neutralité absolue alors que d'autres veulent une adhésion à l'OTAN ! Le débat est proche de celui portant sur l'adhésion à l'UE. »

PAROLE DE LEADER

« Ce n'est que lorsque les discriminations à l'encontre des femmes auront été éliminées qu'il sera possible de parler d'une participation obligatoire des femmes dans l'armée. »

PAROLE DE LEADER

02 / LES MESURES

02.3 / MOBILITÉ ET LOGEMENT

Les vols intérieurs n'ont clairement pas la cote actuellement au sein de la population, puisque deux tiers sont favorables à leur suppression. A voir cependant si cette intention devait le cas échéant se confirmer dans les urnes après débat sur la place publique, surtout que les leaders sont divisés en deux camps de taille égale, avec une opposition très forte entre la Gauche et la Droite. Rien n'est moins sûr, notamment du côté des Latins qui sont soit contre l'interdiction (Tessinois), soit relativement partagés (Romands).

La proposition de moduler le prix de l'abonnement général en fonction du revenu intéresse passablement la population, mais est fortement rejetée par les leaders. Chez ces derniers, l'écart est important entre ceux de gauche et de droite, mais on ne relève pas non plus de majorité favorable à gauche, ce qui est tout de même assez surprenant. Dans le détail, on s'aperçoit que les opposants de gauche sont plus particulièrement présents en Suisse alémanique.

Dans l'ensemble, la population n'est pas favorable à des mesures entravant leur mobilité individuelle et les leaders sont globalement du même avis. Ainsi, le grand public ne veut clairement pas des péages urbains, dont on parle pourtant beaucoup actuellement. Les leaders sont très partagés à nouveau concernant cette proposition, toujours en raison du fort clivage gauche-droite. Celui-ci est également présent dans la population, mais de manière nettement moins forte.

Dans la même ligne, le refus est extrêmement net concernant l'interdiction des voitures individuelles en ville ainsi

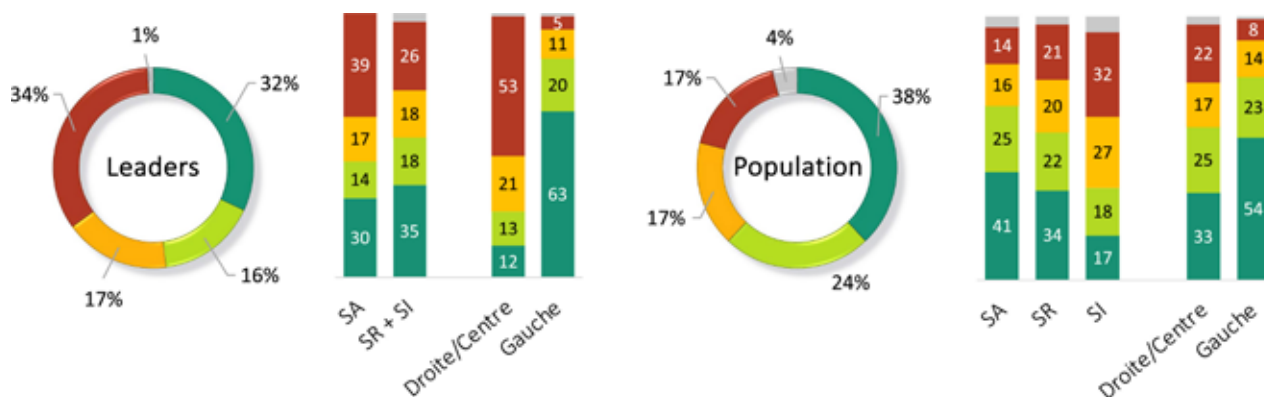
que l'attribution à chacun d'un crédit maximum de kilomètres à conduire par année, avec taxation des kilomètres supplémentaires.

En revanche, et de manière un peu surprenante, la population refuse à une très légère majorité la construction de nouvelles routes, autoroutes ou parkings, ce qui est également le cas des leaders, mais de manière beaucoup plus forte car ceux de gauche sont presque unanimement contre. Il est vrai que les chercheurs dans le domaine de la mobilité sont en général contre le développement du réseau routier, avis qui compte puisque, nous l'avons vu dans le premier chapitre, les scientifiques font partie de ceux en qui population et leaders font le plus confiance. Ce n'est semble-t-il pas le cas pour le gouvernement qui vient d'octroyer plusieurs milliards au développement du réseau routier. Un référendum a déjà été lancé contre, il est assez probable que nous voterons dans quelques mois sur ce sujet. Si tel est le cas, nul doute que les débats seront chauds.

Enfin, concernant le logement, ils ne sont que très peu à accepter l'idée évoquée récemment par l'Asloca de limiter la consommation de surface habitable par personne, avis exprimé clairement par tous les sous-groupes. Cette mesure étant difficilement réalisable, ce n'est pas très surprenant, mais il faudra bien trouver un jour des solutions pour remédier au problème des personnes, surtout les seniors, qui vivent dans des logements trop grands sans qu'elles aient vraiment la possibilité de changer en raison du coût des loyers.

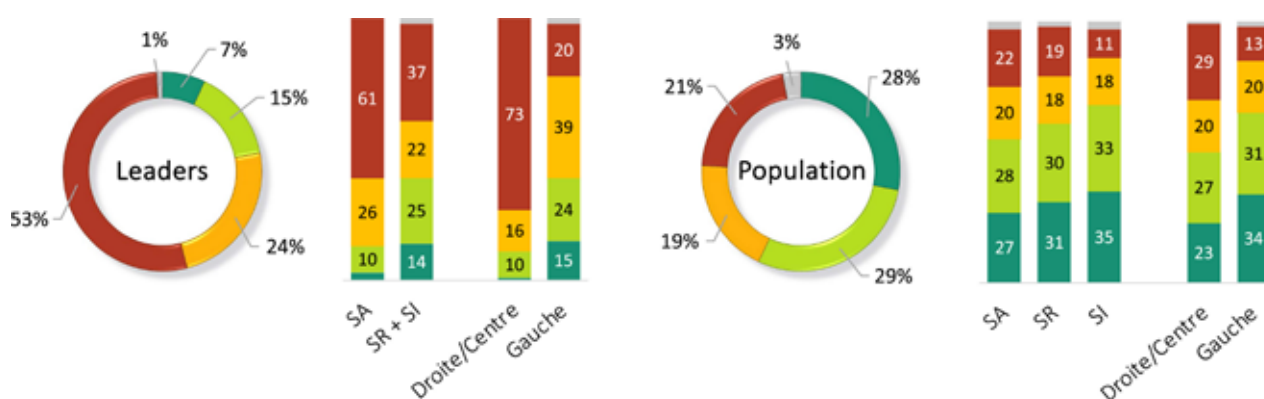
02.3 / MOBILITÉ ET LOGEMENT

Suppression des vols de ligne intérieurs en Suisse



Si les leaders sont partagés en raison d'un fort clivage gauche-droite, une majorité nette se dessine dans la population en faveur de cette idée, y compris de la part des électeurs de droite. Par contre, les Tessinois la refusent clairement, craignant sans doute qu'une telle mesure les isole un peu plus du reste du pays.

Variation du prix de l'abonnement général des CFF en fonction du revenu

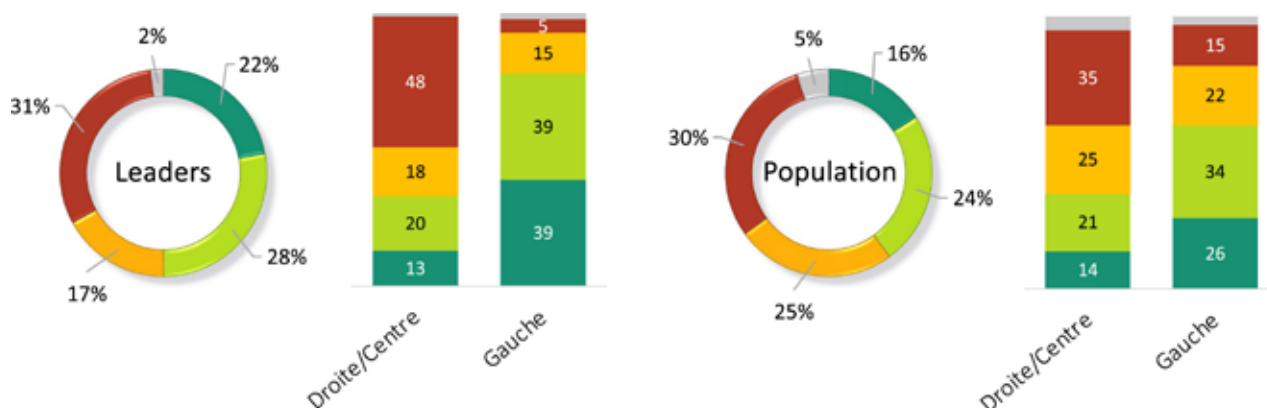


Le rejet est très fort de la part des leaders, y compris à gauche, et il est particulièrement marqué chez les Alémaniques. Cette idée plaît cependant à une majorité de la population, surtout dans les régions latines. La moitié des plus hauts revenus s'y opposent.

■ Très favorable ■ Assez ■ Pas vraiment ■ Pas du tout ■ Ne sait pas

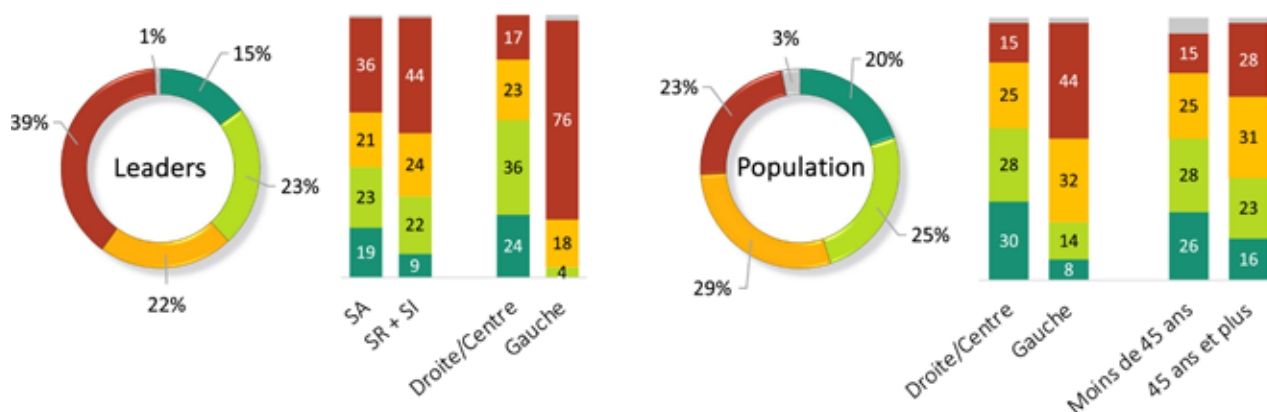
02.3 / MOBILITÉ ET LOGEMENT

Généralisation des péages urbains dont les revenus seraient destinés au financement des offres alternatives de transport



Le fort clivage gauche-droite fait que les leaders sont divisés sur cette idée. Par contre, elle est assez clairement rejetée par la population, même si les électeurs de gauche y sont tout de même favorables. Les régions la rejettent en revanche de la même manière.

Créer de nouvelles routes, autoroutes, parkings...

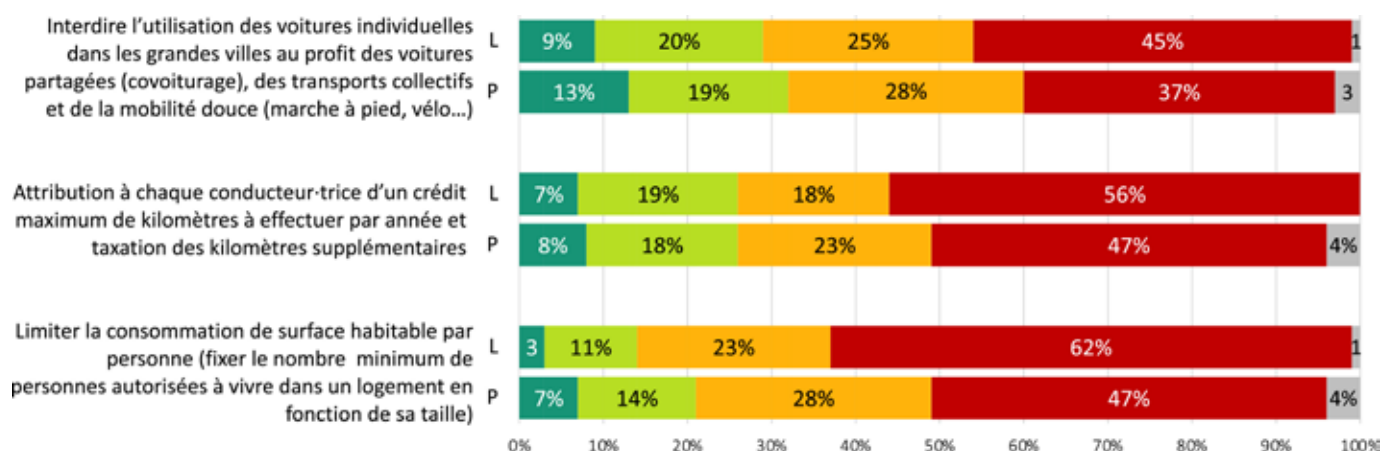


Sujet brûlant, la création de nouvelles routes ne passe juste pas dans la population et suscite beaucoup d'opposition chez les leaders, mais essentiellement chez ceux de gauche.

Par contre, les résultats sont assez similaires dans les trois régions. A noter que ce sont les plus jeunes qui aimeraient le plus de nouvelles routes.

■ Très favorable ■ Assez ■ Pas vraiment ■ Pas du tout ■ Ne sait pas

02.3 / MOBILITÉ ET LOGEMENT



L = Leaders
P = Population

Les deux mesures limitant la mobilité individuelle motorisée ne sont pas acceptées par une large majorité des deux cibles, et de manière extrêmement forte par la Droite. Cependant, il n'y a pas non plus de majorité favorable au sein de la population de gauche. Limiter la surface habitable par personne est rejetée par la grande majorité de tous les sous-groupes.

■ Très favorable ■ Assez ■ Pas vraiment ■ Pas du tout ■ Ne sait pas

« *Limitation de la consommation de surface habitable : oui en tant qu'objectif, oui avec des mesures d'incitation, mais pas décrétée.* »

PAROLE DE LEADER

« *La moralisation de la mobilité ou du logement est une forme d'infantilisation de la société.* »

PAROLE DE LEADER

02 / LES MESURES

02.4 / SANTÉ

Confirmation de récents sondages, après les deux échecs en votation de 2007 et 2014, la population semble mûre pour une caisse maladie unique, puisque les deux tiers y sont maintenant favorables, dont une grande partie de convaincus. Ceci alors que le sondage a été réalisé avant la dernière hausse des primes d'assurance maladie, on peut donc imaginer que les résultats seraient encore plus nets maintenant.

Qui plus est, les trois régions linguistiques sont globalement sur la même longueur d'onde, alors qu'en 2014, seuls quatre cantons romands avaient accepté dans les urnes cette caisse maladie publique et unique. En outre, dans la population, les électeurs de droite acceptent également clairement cette idée. Ce n'est pas le cas de leurs leaders qui la rejettent fortement.

Le Parti socialiste peut donc lancer son initiative sans crainte. Reste tout de même à déterminer le contenu précis de celle-ci : une caisse unique nationale ou des caisses publiques cantonales, possibilité ou non de caisses intercantionales, avec plafonnement des primes ou non, etc. Ces « détails » pourraient bien sûr avoir une grande importance dans les urnes.

C'est également un oui très net dans la population pour un accès plus facile aux médecines complémentaires. Les leaders y sont également favorables, mais de façon moins claire. Mais à l'heure de l'augmentation des primes et alors que des voix réclament au contraire une diminution des prestations de la LAMal, ce n'est pas gagné d'avance.

Population et leaders acceptent également la mise en place d'une tarification au forfait des interventions chirurgicales

en ambulatoire, mais la majorité des répondants positifs nuancent leur réponse, ils souhaitent probablement en savoir un peu plus sur comment cet objectif peut être mis en place et ce que ça impliquera pour les patients. Sujet cher à santésuisse, cette dernière et l'association des hôpitaux proposeront d'ici la fin de l'année un projet de tarification à l'OFSP. Auront-ils alors réussi à fédérer tous les acteurs autour de ce projet, notamment la FMH ?

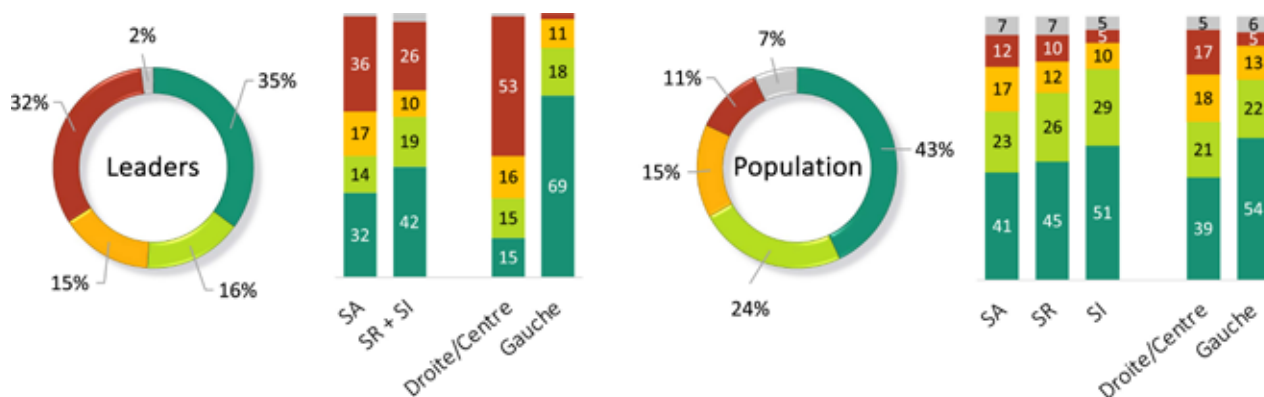
Les dernières mesures proposées sont en revanche toutes refusées, à commencer par le montant des primes d'assurance maladie fixé en fonction du style de vie de chacun. Cependant, plus de 40% de la population ouvre la porte à une telle idée, ce qui est plutôt surprenant ; ou révélateur de ce que certains sont désormais prêts à accepter pour diminuer leur prime.

Un tiers environ des leaders et de la population accepteraient la légalisation et la vente réglementée de toutes les drogues, c'est relativement élevé, mais le chemin reste tout de même encore très long pour les partisans de cette idée, dont l'éventuel succès passera probablement par plusieurs étapes.

Enfin, et ce malgré le montant des primes d'assurance maladie, les répondants des deux cibles n'acceptent pas l'idée d'une réduction de leur prime en échange de consultations médicales préalables auprès d'une Intelligence Artificielle. Déjà dans SOPHIA 2020, la population se révélait extrêmement réticente à faire confiance à l'IA dans le domaine de la santé. Cela semble encore pire maintenant, en corrélation avec l'ensemble des craintes que suscitent les nouvelles technologies (voir chapitre 3).

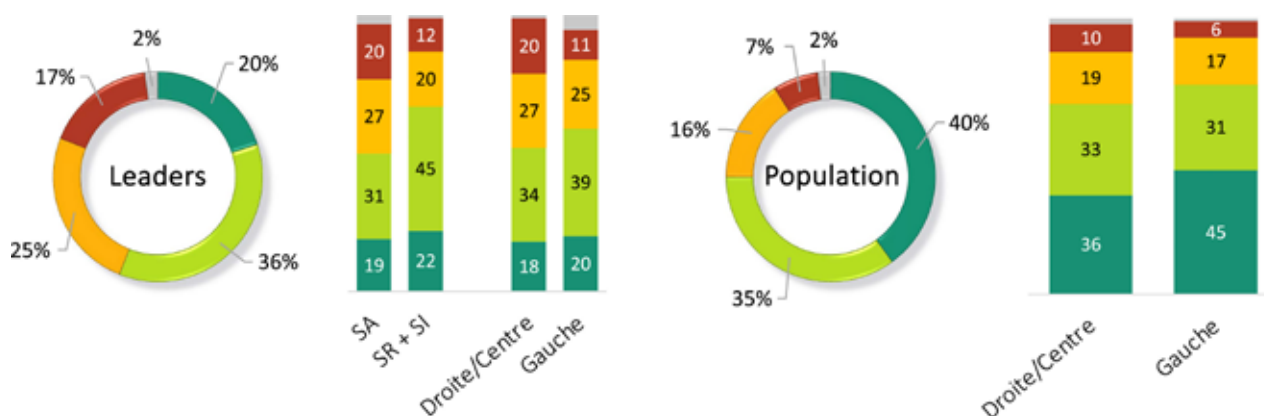
02.4 / SANTÉ

Création d'une caisse maladie unique et fédérale



C'est du 50-50 chez les leaders car la Droite n'en veut pas, mais la Gauche oui. Par contre, dans la population, on trouve une majorité très claire dans tous les sous-groupes en faveur d'une caisse maladie unique, y compris chez les électeurs de droite. Au niveau régional, les Latins y sont encore plus favorables.

Favoriser l'accès aux médecines complémentaires / alternatives

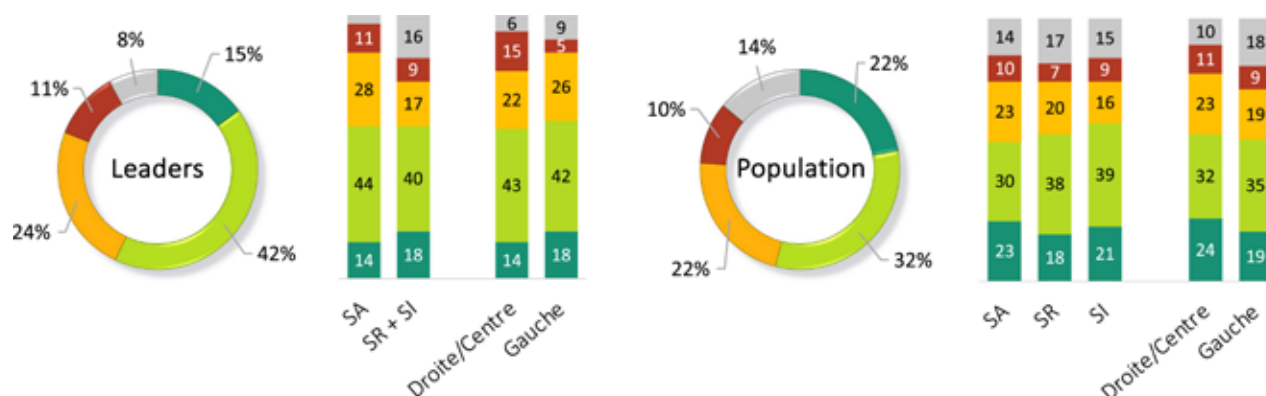


Les médecines complémentaires ont la cote, tant chez les leaders que dans la population, parmi laquelle on trouve beaucoup de convaincus. Les leaders sont un peu plus mesurés. Dans les deux cibles, la Gauche est légèrement plus favorable.

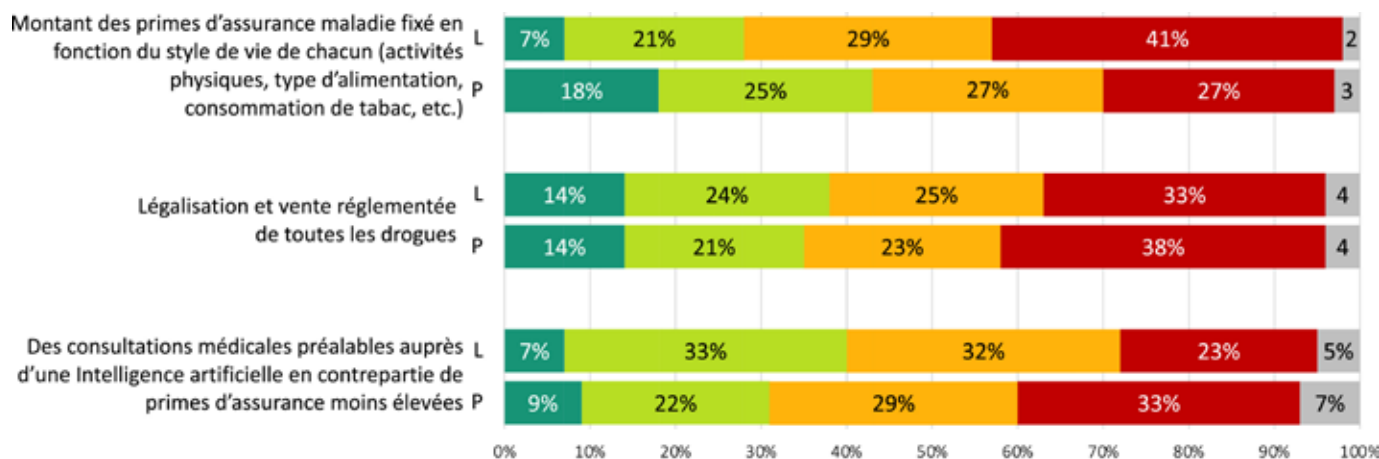
■ Très favorable ■ Assez ■ Pas vraiment ■ Pas du tout ■ Ne sait pas

02.4 / SANTÉ

Mise en place d'une tarification au forfait (prix fixe) des interventions chirurgicales en ambulatoires (actuellement, taxation à la prestation, donc variable)



Majorité assez nette chez les leaders, mais sans grand enthousiasme. C'est similaire dans la population, avec tout de même un peu plus de répondants convaincus. Dans l'ensemble, les sous-groupes s'expriment de manière assez similaire.



L = Leaders
P = Population

Aucune chance à l'heure actuelle pour ces trois propositions, qui recueillent un socle d'avis tout à fait négatifs assez important. Si les leaders de droite ouvrent un peu la porte à l'IA, ils sont par contre très virulents contre la légalisation des drogues, alors que ceux de gauche sont majoritairement pour. On retrouve ces tendances dans la population, mais de façon beaucoup moins marquée.

■ Très favorable ■ Assez ■ Pas vraiment ■ Pas du tout ■ Ne sait pas

02.4 / SANTÉ

« De façon générale, les coûts de la santé chez les spécialistes sont inacceptables. »

PAROLE DE LEADER

« La grosse « maladie » des frais de la santé en Suisse est essentiellement qu'il y manque une composante des primes proportionnelles au revenu de chacun. »

PAROLE DE LEADER

« Attention à ne pas créer une assurance à la carte avec des contrôles sur les modes de vie. On doit combattre cela à tout prix. »

PAROLE DE LEADER

« Peut-être faudrait-il accepter de vivre moins longtemps et plus naturellement. »

PAROLE DE LEADER

02 / LES MESURES

02.5 / ENERGIE

La catastrophe de Fukushima en 2011 et les décisions rapides qui ont suivi sont décidément loin derrière nous, menace systémique d'une pénurie d'approvisionnement oblige. On le sent bien dans les discussions à l'heure actuelle, le nucléaire a petit-à-petit fait son retour dans les débats après une longue période où il était très mal vu de l'évoquer.

Cela a commencé principalement par le questionnement sur le prolongement de l'exploitation des centrales nucléaires existantes, mais on arrive gentiment à l'idée de construire une ou plusieurs nouvelles centrales, comme l'Energy Science Center de l'EPFZ l'évoque par exemple dans un récent rapport (Swiss Electricity Supply after the « Mantelerlass » - Quo vadis ? »).

Ceci se traduit également dans l'opinion de la population et des leaders où l'on recense 50% environ de partisans de nouvelles centrales nucléaires, proportion qui aurait certainement été impensable il y a encore 4-5 ans. Pas sûr cependant qu'une telle idée passerait dans les urnes. On peut par contre imaginer que sa version « light », à savoir la prolongation de la durée de vie des centrales existantes, aurait de fortes chances d'être acceptée par les citoyens.

Les panneaux solaires ont également la cote de manière générale, c'est moins surprenant. Dans les deux cibles, une

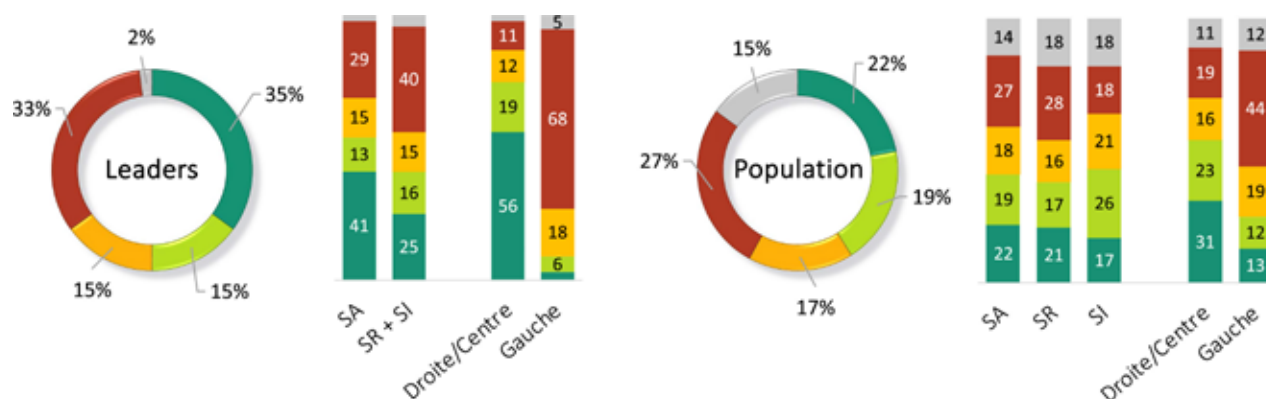
nette majorité est favorable à leur pose sur un maximum de toits d'ici 2035. Mais comme souvent, Droite et Gauche ne sont pas d'accord. En outre, le succès d'une telle mesure dans le grand public est probablement fortement lié aux incitations financières l'accompagnant.

L'interdiction des chauffages au gaz et au mazout d'ici 2035 passe également la rampe chez les leaders, mais divise la population en deux camps de taille égale. On le sait, cette dernière n'est que peu friande d'interdictions et ils sont nombreux à l'exprimer ici. Compte tenu du contexte actuel, il est cependant fort probable que l'interdiction de ces chauffages arrive rapidement (déjà le cas dans certains cantons pour les nouveaux bâtiments).

Enfin, les parcs solaires dans les Alpes sont acceptés, mais pas les parcs éoliens sur les lacs. Beaucoup nuancent cependant leur réponse, ne voulant sans doute pas donner un blanc-seing aux promoteurs de ce type de projet, ce que les Valaisans ont d'ailleurs fait dans les urnes dernièrement. Si de tels parcs doivent voir le jour, ça se fera au cas par cas, sans dérogation par rapport aux procédures d'autorisation en vigueur. En clair : on demande à voir d'abord.

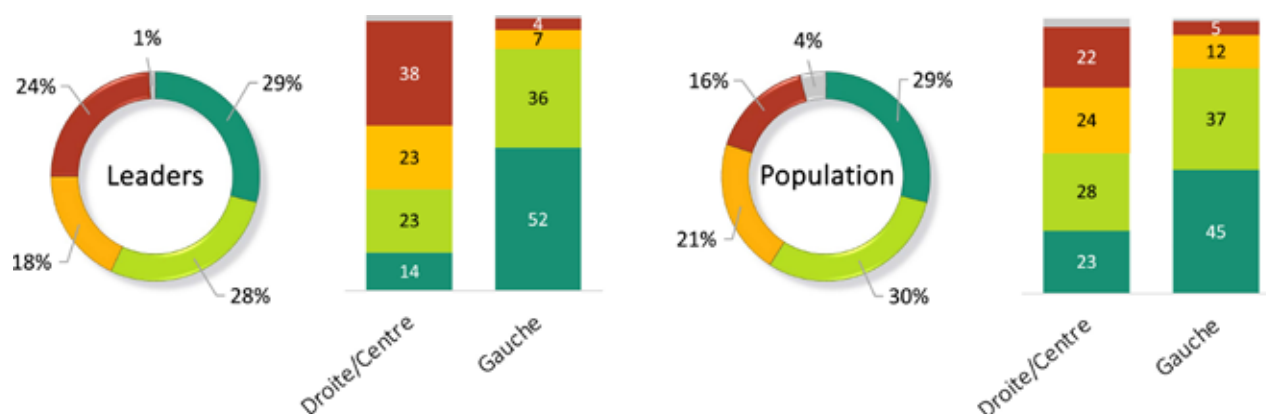
02.5 / ENERGIE

Fin du moratoire sur la construction de nouvelles centrales nucléaires



Douze ans après Fukushima, une courte majorité des leaders et de la population souhaiteraient la fin du moratoire sur le nucléaire. C'est surtout le fait de la Droite, alors que la Gauche y est fortement opposée, la division étant très forte chez les leaders.

Imposer des panneaux solaires sur tous les toits d'ici 2035

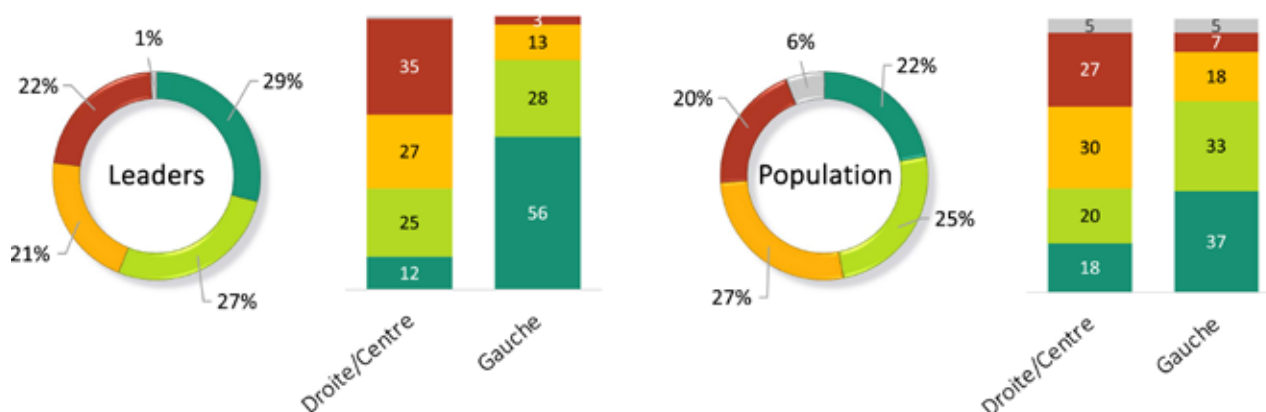


Près de 60% dans les deux cibles sont favorables, mais Gauche et Droite ne sont pas sur la même longueur d'onde, ce qui laisse imaginer quelques vifs débats sur ce sujet. Les leaders latins sont un peu plus positifs.

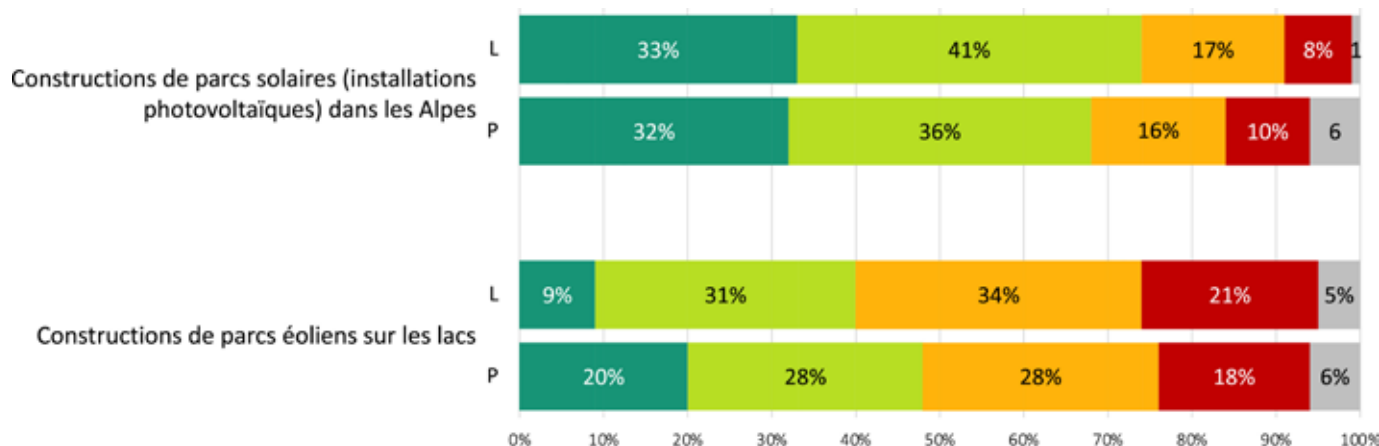
■ Très favorable ■ Assez ■ Pas vraiment ■ Pas du tout ■ Ne sait pas

02.5 / ENERGIE

Interdiction des chauffages au gaz et au mazout d'ici 2035



Leaders et population sont assez partagés sur cette question, le clivage gauche-droite donnant presque autant de pour que de contre. Une petite majorité se dessine tout de même chez les leaders. Les régions s'expriment en revanche de la même manière.



L = Leaders
P = Population

C'est un oui général dans les Alpes, mais non sur les lacs chez les leaders et une population divisée en deux à ce sujet. En outre, seule la moitié des répondants positifs pour les Alpes sont convaincus, ce qui indique bien une certaine prudence vis-à-vis de ce type de projet. Sinon, les avis sont assez uniformes au sein des deux cibles.

■ Très favorable ■ Assez ■ Pas vraiment ■ Pas du tout ■ Ne sait pas

02.5 / ENERGIE

« D'une manière générale, quand le pouvoir politique impose ou interdit une mesure technique, il se trompe car il se laisse aveugler par les lobbies. »

PAROLE DE LEADER

« Il ne faut pas opposer les énergies, mais jouer sur leur complémentarité tout en favorisant progressivement les énergies vertes préservant notre environnement. »

PAROLE DE LEADER

« Je serai favorable au photovoltaïque quand il sera durable. On est très loin d'y être! »

PAROLE DE LEADER

« La crise énergétique doit se penser intelligemment en intégrant différentes alternatives renouvelables et compatibles avec la biodiversité. C'est dans les villes que l'on consomme le plus, pourquoi dénaturer les Alpes et les lacs pour alimenter les villes? »

PAROLE DE LEADER

02 / LES MESURES

02.6 / SOCIÉTÉ

Il y avait 42% de femmes au Conseil national depuis 2019, il y en aura 39% lors de la prochaine législature. Au Conseil des Etats, elles représentaient un peu moins de 30% des sénateurs et sénatrices, on ne sait pas encore ce que ça donnera en définitive, mais cela sera probablement moins. Alors que certains redoutaient un effondrement de la vague violette après la forte progression de 2019, on assiste plutôt à une consolidation de la présence féminine à Berne. On est cependant encore loin de la parité et la Suisse ne fera d'ailleurs désormais plus partie des 30 meilleurs pays au niveau du pourcentage de femmes au Parlement (24 Heures du 22 octobre 2023).

Mais la parité ne s'obtiendra vraisemblablement pas par décret dans notre pays. En effet, sept leaders sur dix et six personnes sur dix dans la population refusent l'instauration de cette parité aux Chambres fédérales, dont une proportion importante de farouches opposants.

Les Latins sont pour, c'est peut-être le réflexe des minoritaires. Mais il faut surtout souligner que les femmes n'en veulent pas non plus, surtout dans le grand public.

Sinon, Leaders et population sont clairement opposés à l'inscription d'un troisième sexe à l'état civil, la Droite très fortement. Ils confirment donc en quelque sortes ce que dit le Conseil fédéral dans sa réponse de décembre 2022 à deux postulats, à savoir que « les conditions sociales nécessaires à l'instauration d'un troisième sexe ou à l'abandon de la mention du sexe dans le registre de l'état civil ne sont pas

réunies » ou encore que « les conséquences sociétales d'un nouveau modèle n'ont pas été suffisamment débattues et que les conditions sociales nécessaires à l'abandon de la mention du sexe ou à l'instauration d'un troisième sexe à l'état civil ne sont aujourd'hui pas réunies » (communiqué du 21 décembre 2022). Nul doute que ce débat ne fait que commencer, mais les partisans de cette idée ont encore bien du chemin à faire.

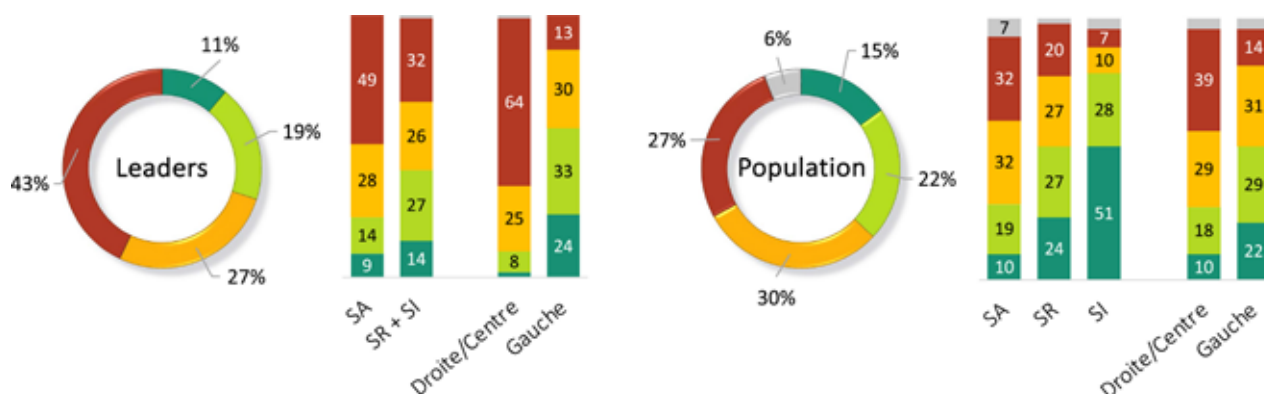
Même chose pour l'écriture inclusive dans l'administration fédérale, leaders et population allant également très clairement dans le sens de leurs responsables politiques qui ont demandé en 2022 que l'on s'en tienne aux règles de l'Académie française. Il n'en reste pas moins que le débat est plus nuancé chez nous, puisque certaines écoles romandes veulent sensibiliser les élèves à l'écriture inclusive, alors qu'elle a été purement et simplement interdite en France.

Là aussi, il est probable que l'on aille tout de même vers des changements à plus ou moins long terme, les plus jeunes étant d'ailleurs déjà majoritairement favorables à cette écriture inclusive.

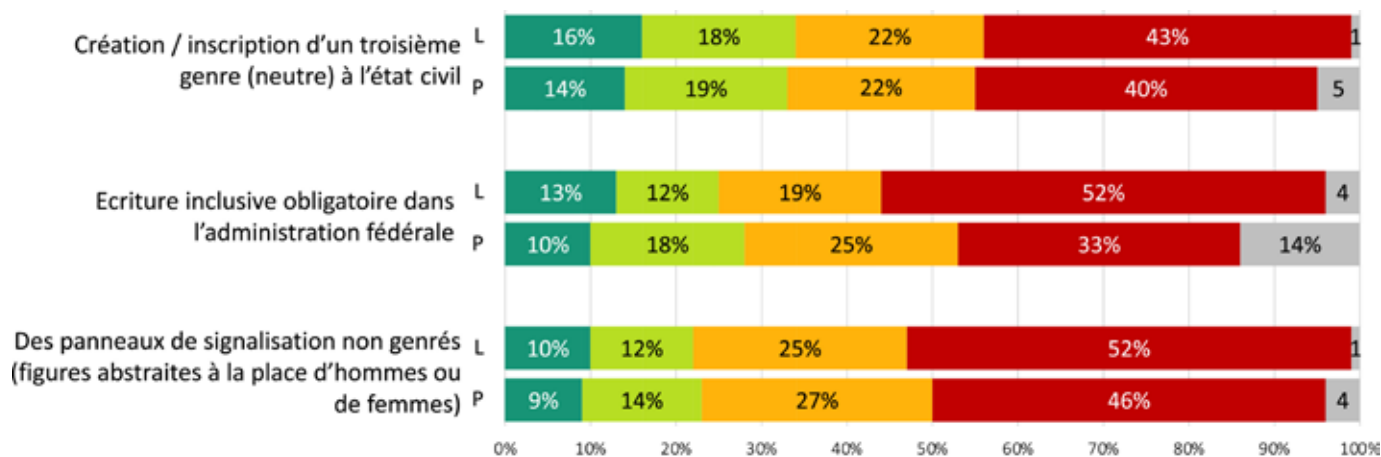
Enfin, la demande récente des Verts de panneaux de signalisation non genrés ne recueille que très peu d'opinions favorables. Au regard de ce résultat et de celui des dernières élections nationales, on peut d'ailleurs se demander s'il est vraiment judicieux d'émettre ce type de revendications manifestement très éloignées des préoccupations des Suisses.

02.6 / SOCIÉTÉ

Instaurer la parité hommes-femmes aux Chambres fédérales (Conseil des Etats et Conseil national)



Cette mesure ne passe pas du tout la rampe dans les deux cibles, ceci en raison d'une opposition très forte de la Droite, particulièrement chez les leaders, alors que la Gauche n'y est favorable que de peu. Dans la population, les Latins sont pour, mais surtout les Tessinois. Enfin, cette idée plaît à la majorité des moins de 30 ans.



L = Leaders
P = Population

Aucune chance pour ces idées, qui sont très fortement rejetées par la Droite dans les deux cibles. Cependant, la Gauche refuse également les panneaux de signalisation non genrés. En outre, si on relève une légère majorité favorable chez les leaders de gauche pour le troisième genre et l'écriture inclusive, ce n'est le cas que pour la première proposition au sein de la population du même bord.

■ Très favorable ■ Assez ■ Pas vraiment ■ Pas du tout ■ Ne sait pas

03 / L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'Intelligence Artificielle a déjà fait l'objet d'une édition complète de SOPHIA en 2020. Cependant, l'accélération vertigineuse de la présence de l'IA ces trois dernières années ont rendu ce thème inévitable lorsqu'il s'agit de parler de la Suisse de demain. C'était en outre l'occasion de mesurer d'éventuels changements.

Et cela commence d'ailleurs d'emblée : environ 40% des leaders et de la population n'avaient pas confiance en l'IA en 2020, trois ans après ils sont 60% ou plus. L'écart est très important et en dit long sur les craintes que les nouvelles technologies suscitent, qu'elles soient rationnelles ou non. Cette augmentation se constate aussi chez les moins de 30 ans, mais de manière très peu marquée cependant, ces derniers étant beaucoup moins inquiets que leurs aînés.

Les répondants sont ensuite presque tout autant qu'en 2020 à considérer que l'IA participera plutôt à amplifier les inégalités au sein de la société.

Un peu paradoxalement compte tenu de ce qui précède, la majorité des leaders considèrent que le développement de l'IA doit se poursuivre au même rythme, voire s'accélérer. Mais cette majorité perd tout de même près de 10%. Dans la population, l'opinion a déjà basculé : un tiers souhaitaient un retour en arrière en 2020, ils sont maintenant près de 50%. Il n'y a guère de chances qu'ils soient entendus, et probablement le savent-ils, mais c'est tout de même révélateur des fortes inquiétudes que suscite l'IA. Là aussi cependant, les plus jeunes sont majoritairement pour une continuation du développement de l'IA sur le même rythme, voire pour une accélération, et sont d'ailleurs presque autant de cet avis qu'il y a 3 ans. Le caractère inéluctable de l'IA leur échappe sans doute moins qu'à leurs aînés.

Logiquement compte tenu de ce qui précède, un tiers de la population considère clairement l'IA comme un danger, soit le double qu'en 2020. Dans le détail, ce danger ressenti concerne pour tous la protection de la vie privée, les relations sociales et la démocratie. Mais les craintes sont encore très fortes dans la population à propos du fonctionnement de la société en général, de la création artistique et de l'intérêt du travail effectué par les humains.

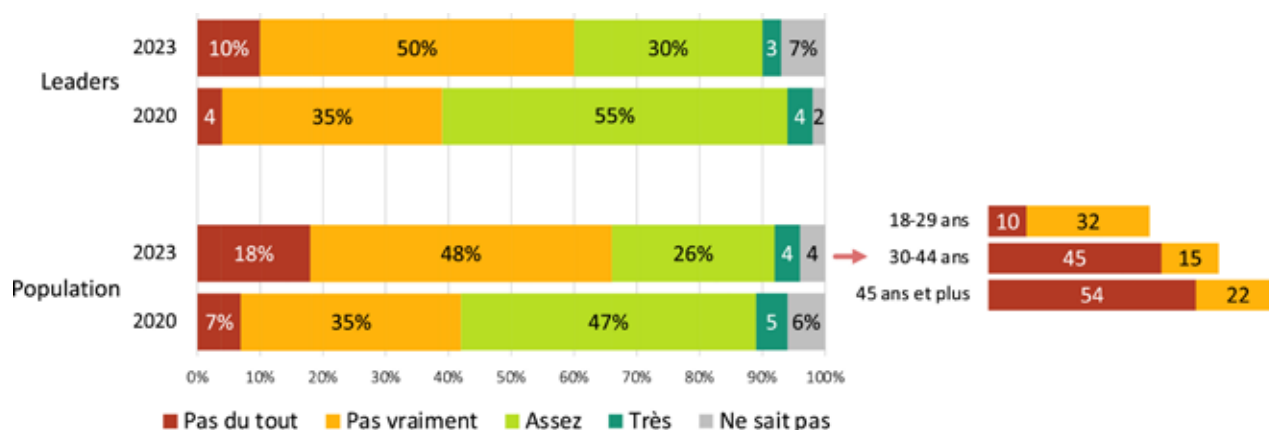
Et lorsqu'on évoque différents risques précis, la quasi-totalité des répondants sont très inquiets à leur sujet : véracité de l'information, risque en termes de vie privée et de protection des données et erreur d'interprétation des machines. Les leaders craignent en revanche beaucoup moins la suppression d'emplois que la population. Ils sont en cela passablement éloignés du grand public, on le voit également d'ailleurs lorsque la question porte sur leur propre emploi.

Sans surprise, la quasi-totalité des répondants appellent de leurs vœux une législation pour encadrer l'utilisation de l'IA. En revanche, les deux tiers environ ne pensent pas que les Etats y arriveront, constat terrible d'impuissance et qui inquiète beaucoup certains, puisque le savoir de ces nouvelles technologies est fortement concentré dans les mains de quelques multinationales.

Pour finir, la majorité des leaders est favorable à l'intégration d'outil d'IA à l'école, notamment ChatGPT. L'apparition très médiatisée de ce chatbot n'étant sans doute pas étrangère au développement de certaines craintes, fantasmées ou non, dans la population, cette dernière n'en veut pas dans l'enseignement.

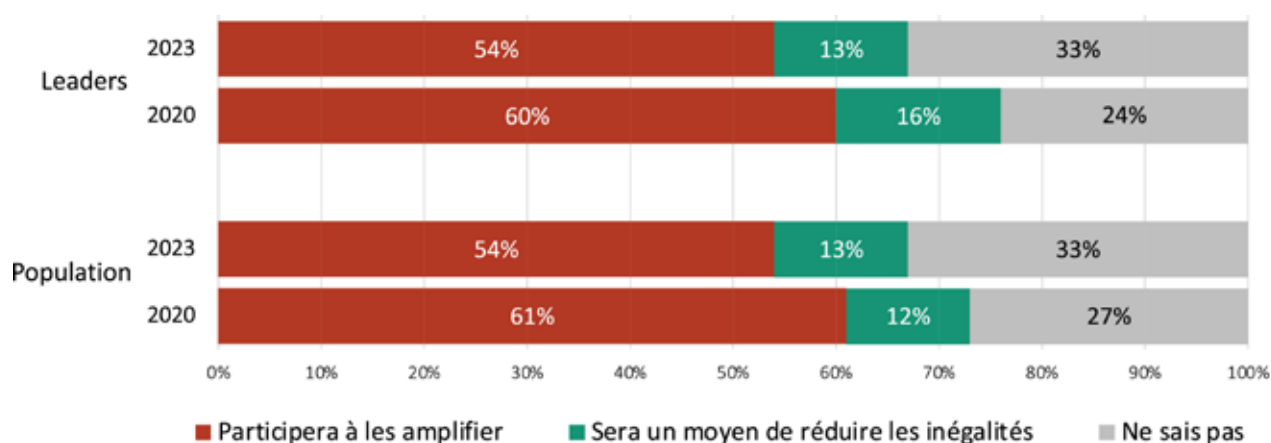
03 / L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

De manière générale, avez-vous confiance ou non dans l'IA ?



En trois ans, la méfiance vis-à-vis de l'IA s'est sensiblement accentuée, alors même qu'elle était déjà très importante. Cette méfiance existe globalement dans tous les sous-groupes de manière équivalente, sauf en fonction de l'âge où la vision de l'IA est très différente chez les jeunes par rapport à leurs aînés. De manière générale, on est un peu plus méfiant à gauche.

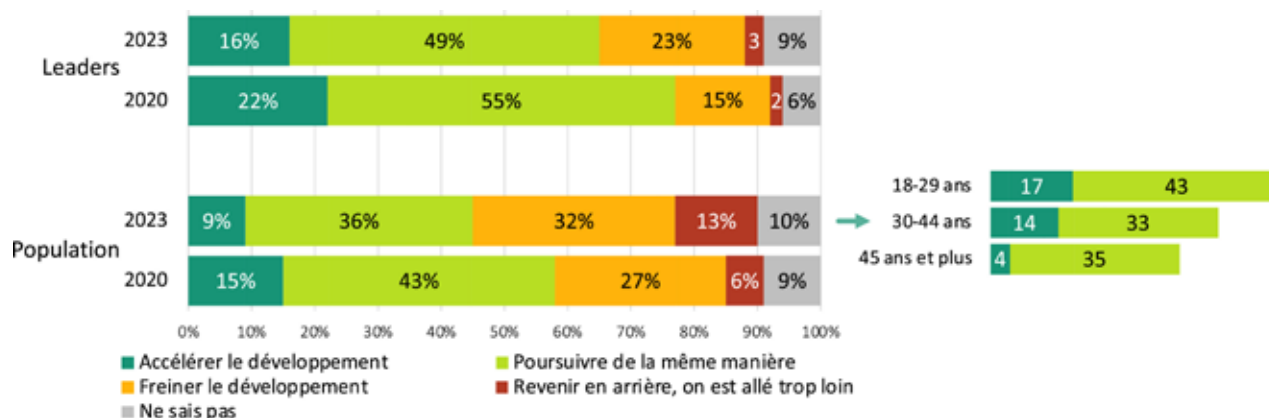
Selon vous, l'Intelligence Artificielle sera plutôt un moyen de réduire les inégalités au sein de la société ou va-t-elle, au contraire, participer à amplifier ces inégalités ?



La très grande majorité des leaders et de la population pensent toujours que l'IA participera à amplifier les inégalités, ce n'est pas pire qu'en 2020, mais pas meilleur non plus... Cette opinion est largement partagée par les plus jeunes, mais ils sont un peu plus optimistes tout de même.

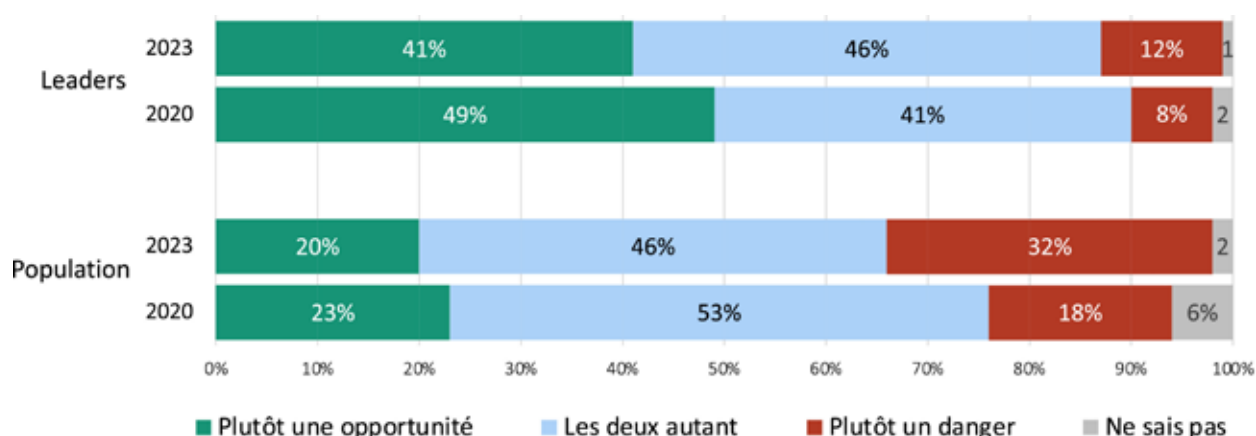
03 / L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Quel est votre sentiment général vis-à-vis du développement de l'Intelligence Artificielle. Considérez-vous qu'il faut accélérer ce développement, le poursuivre de la même manière, le freiner ou même revenir en arrière, on est déjà allé trop loin ?



Les inquiétudes font qu'en 3 ans, environ 10% de plus des leaders et de la population aimeraient que le développement de l'IA soit freiné ou qu'on revienne carrément en arrière. Près de la moitié de la population partage cet avis désormais. Dans le même temps, ils sont moins nombreux à souhaiter que le mouvement s'accélère, opinion un peu plus partagée par les jeunes.

De manière générale, considérez-vous l'Intelligence Artificielle comme une opportunité ou comme un danger ?

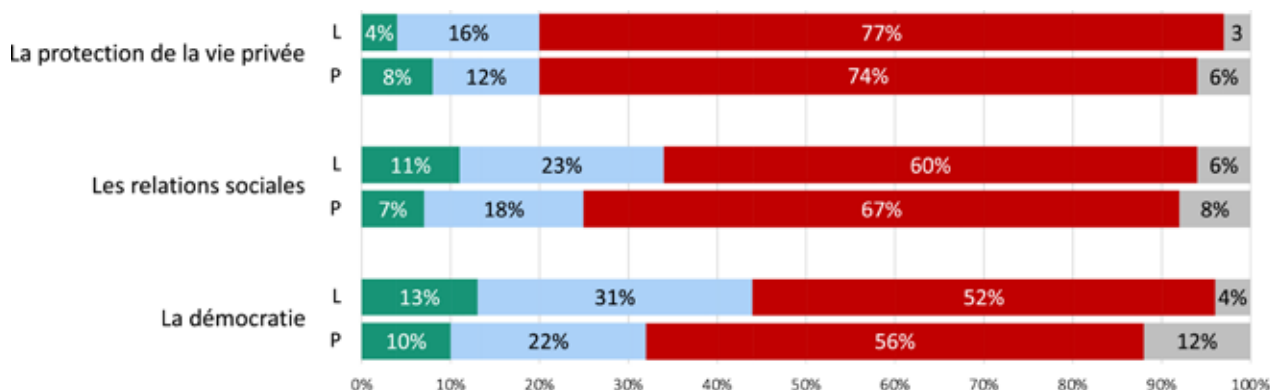


Un peu paradoxalement compte tenu de ce qui précède, bon nombre de leaders pensent encore que l'IA est plutôt une opportunité, proportion tout de même en baisse par rapport à 2020. L'optimisme est nettement moins de mise dans la population avec deux fois plus de répondants qu'il y a 3 ans considérant que l'IA est un danger, avis partagé par un quart des moins de 30 ans.

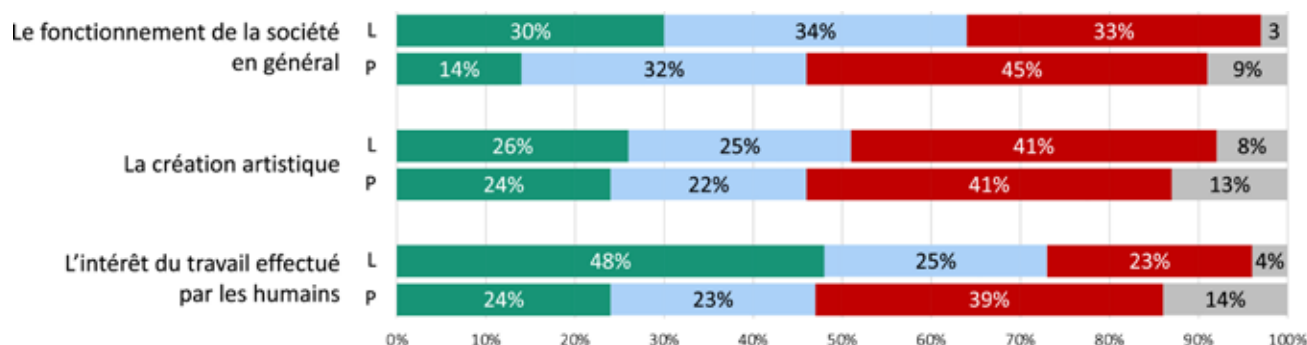
03 / L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

De manière générale, considérez-vous l'Intelligence Artificielle comme une opportunité ou comme un danger pour...

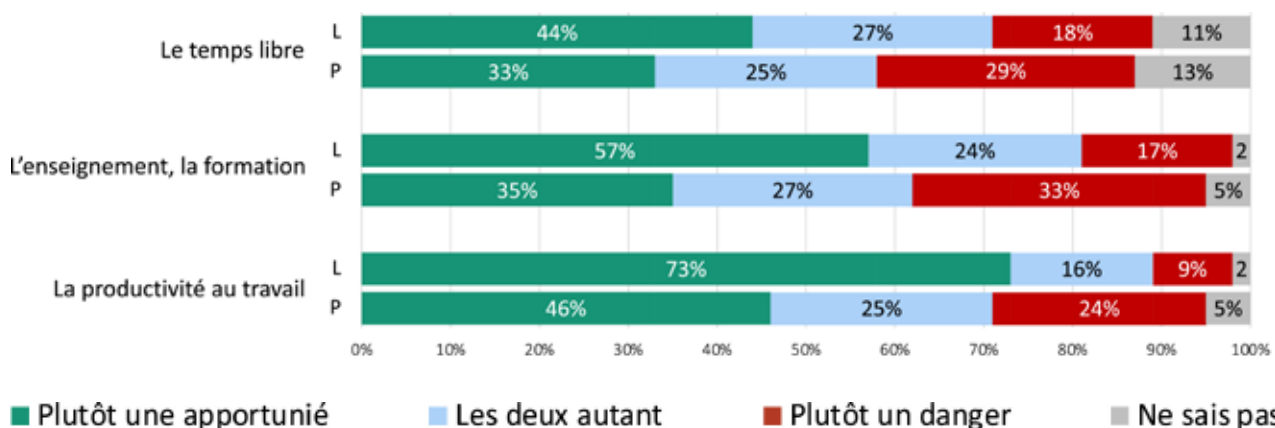
Clairement un danger



Plutôt un danger...



Clairement une opportunité



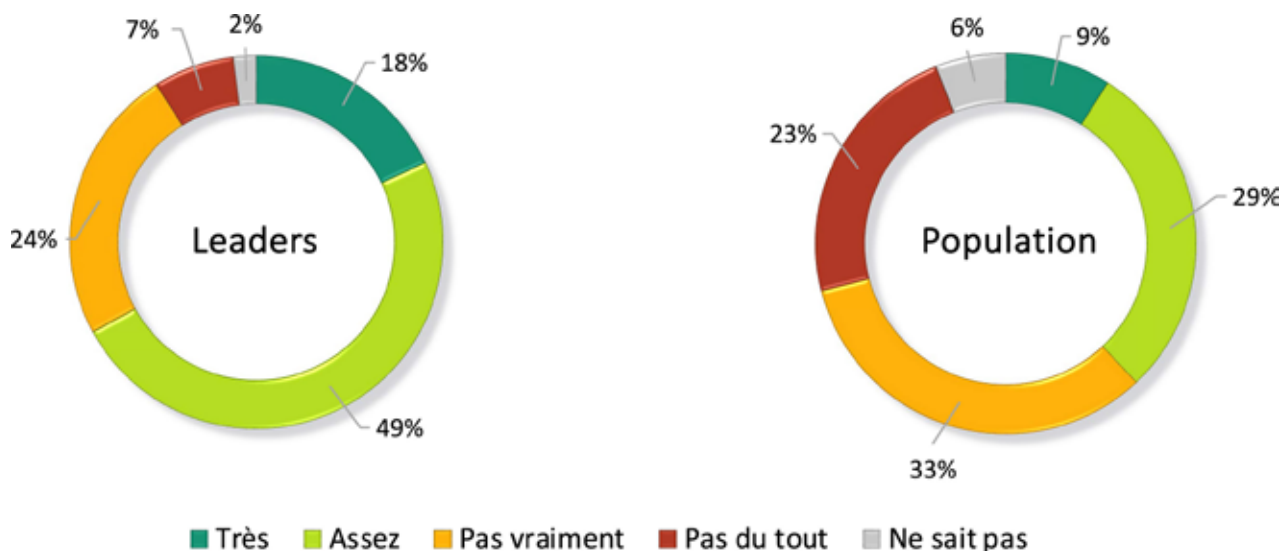
L = Leaders
P = Population

L'IA est clairement vue comme un danger pour la vie privée, les relations sociales et la démocratie. C'est un peu plus nuancé ensuite, surtout chez les leaders, mais la population reste très négative.

De manière générale, les leaders de gauche sont beaucoup plus méfiants que ceux de droite vis-à-vis de l'IA, ce que l'on ne retrouve pas dans la population.

03 / L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Etes-vous favorable à l'intégration / utilisation d'outils d'Intelligence Artificielle (ChatGPT ou autres) à l'école ?



Leaders et population ne sont pas du tout sur la même longueur d'onde : les premiers sont passablement favorables à l'IA au sein de l'école, mais la deuxième pas du tout. Seuls les moins de 30 ans sont plus nuancés. Dans les deux cibles, ce sont les Romands qui s'y opposent le plus.

« C'est une révolution à ne manquer sous aucun prétexte. »

PAROLE DE LEADER

« Le grand danger de l'IA, c'est la déshumanisation et la déresponsabilisation de la société. »

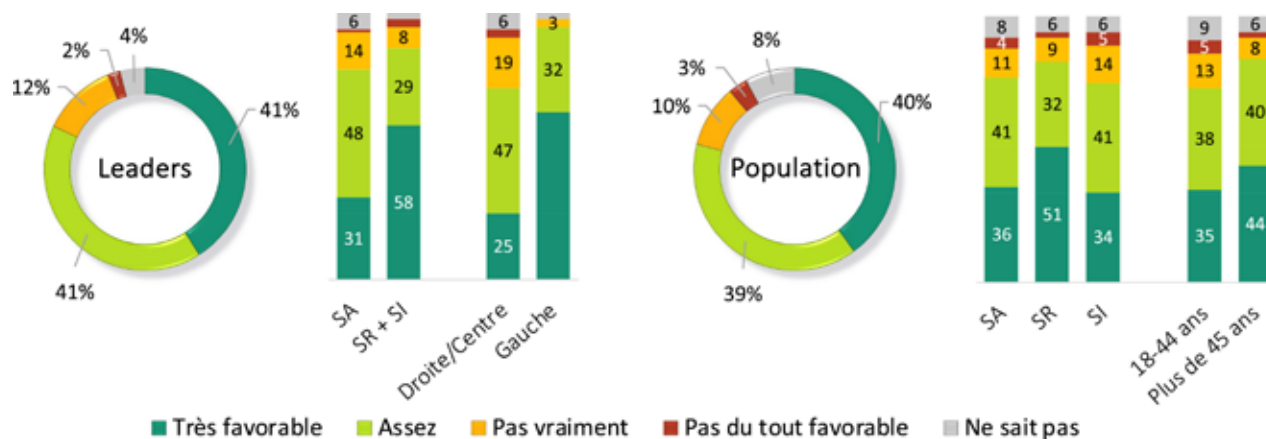
PAROLE DE LEADER

« Même si certain métiers vont disparaître, l'IA va globalement créer plus d'emplois qu'en supprimer. Il ne faut pas opposer l'humain et l'IA, le futur est dans des emplois où la machine va venir enrichir le savoir faire de l'homme. »

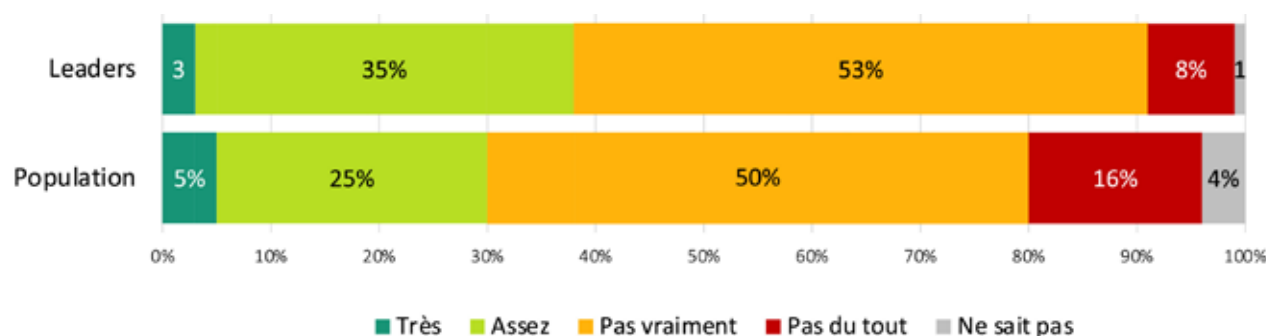
PAROLE DE LEADER

03 / L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Considérez-vous que, de manière générale, les gouvernements doivent légiférer pour encadrer l'utilisation de l'Intelligence Artificielle ? Etes-vous...



Et êtes-vous optimiste sur le fait que les Etats arriveront à encadrer l'utilisation de l'IA ?



Leaders et population demandent à l'unisson aux gouvernements de légiférer pour encadrer l'utilisation de l'IA, particulièrement la gauche chez les leaders et les Romands dans les deux échantillons ainsi que les plus de 45 ans. Malheureusement, la majorité des deux cibles pensent que les Etats n'y arriveront pas, tant à gauche qu'à droite, cruel désaveu pour les dirigeants gouvernementaux.

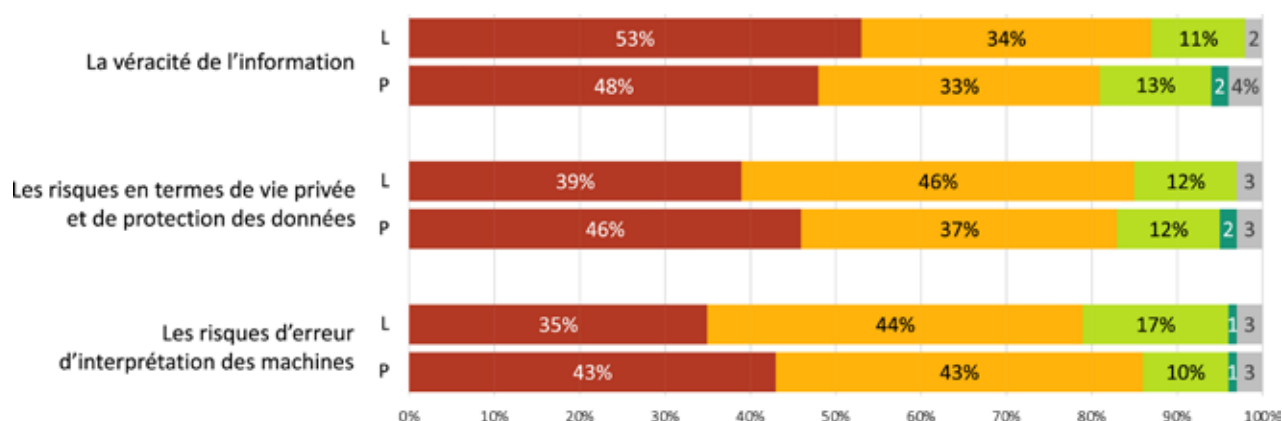
« La réglementation gouvernementale par fixation de conditions-cadres, que j'appelle de mes vœux, ne peut être opérante qu'à l'échelle internationale. Et je doute que les institutions de type onusien y parviendront. »

PAROLE DE LEADER

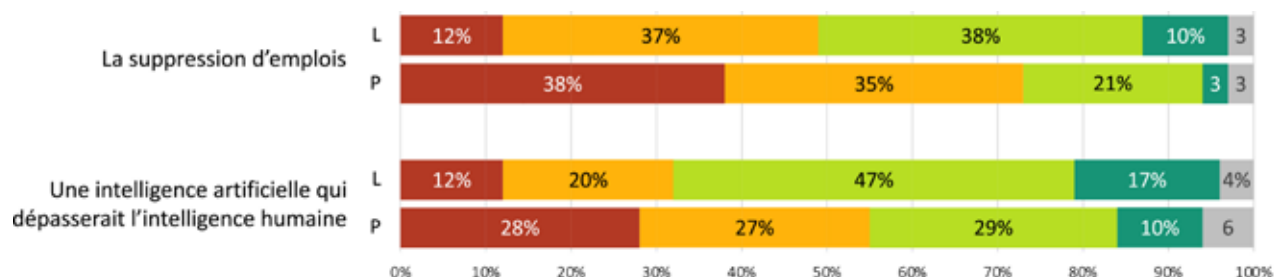
03 / L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Pour chacun des risques potentiels que l'on attribue parfois à l'Intelligence Artificielle, veuillez indiquer s'il vous inquiète ou non.

Les inquiétudes partagées



Les leaders pas (trop) inquiets, le grand public oui



L = Leaders
P = Population

La population confirme ici ses fortes inquiétudes par rapport à l'IA, sentiment souvent partagé par les leaders, tout particulièrement concernant la véracité de l'information qui préoccupe tout le monde fortement.

Les leaders se soucient cependant nettement moins des risques de suppression d'emplois, surtout la Droite, et se révèlent en l'occurrence bien éloignés des craintes de la population.

Les inquiétudes sont un peu moins fortes chez les plus jeunes, mais restent tout de même bien présentes.

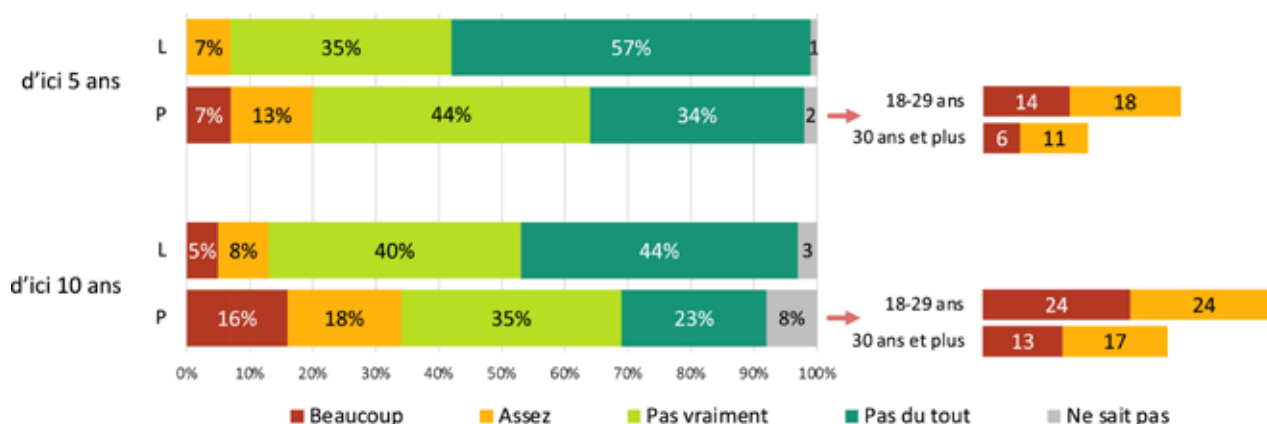
■ Inquiète beaucoup ■ Assez ■ Pas vraiment ■ Pas du tout ■ Ne sais pas

« Le défi consiste à savoir comment réglementer cette technologie et comment les gouvernements pourront la contrôler, car elle est très complexe et de nombreuses entreprises privées en détiennent le savoir. Un des grands danger est le développement de dictatures supranationales. »

PAROLE DE LEADER

03 / L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

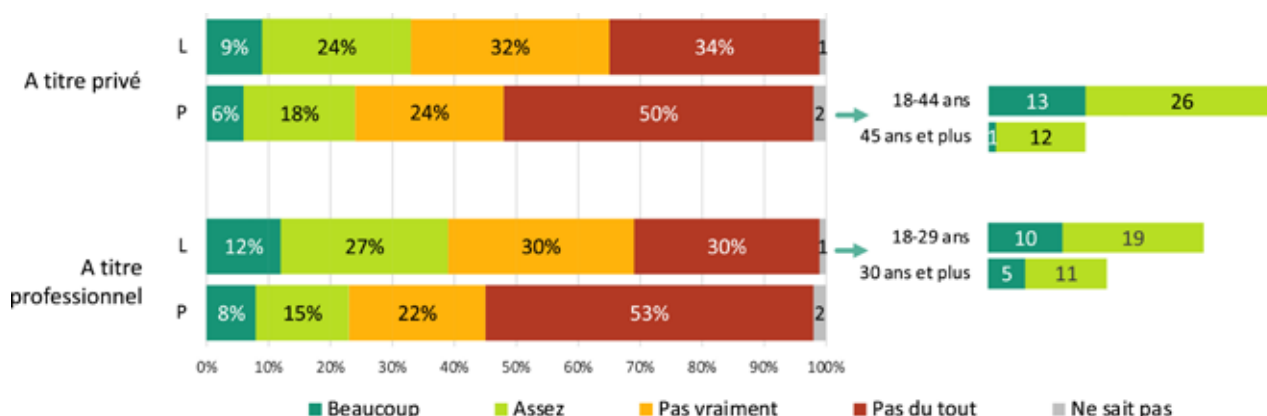
A l'heure actuelle, considérez-vous que le développement de l'IA est un risque pour votre emploi...



L = Leaders
P = Population

En adéquation avec leur crainte peu prononcée des risques de suppression d'emplois à cause de l'IA, les leaders sont peu à considérer qu'elle est un risque pour leur job à plus ou moins long terme. Les inquiétudes sont à nouveau plus élevées dans la population, surtout d'ici 10 ans.

Vous-même, utilisez-vous régulièrement des outils d'Intelligence Artificielle générative ?



L = Leaders
P = Population

Une proportion encore importante des leaders et de la population n'utilisent jamais d'outils d'IA générative, mais peut-être est-ce dû à une incompréhension sur ce que sont vraiment ces outils. Quoi qu'il en soit, les utilisateurs sont déjà nombreux chez les plus jeunes.

04 / BAROMÈTRE SOPHIA

L'époque est jugée passionnante ou, majoritairement, instable, mais très peu n'ont pas confiance en l'avenir. Rien n'a vraiment changé depuis 2020, que ce soit chez les leaders ou dans la population. L'ambiance n'est donc pas au beau fixe, mais c'est un constat qui rassure tout de même un peu compte tenu de l'actualité très anxiogène de ces dernières années.

Par contre, c'est toujours très bon pour le système politique suisse : comme précédemment, seule une faible minorité considère qu'il nécessite des changements profonds.

L'optimisme est ensuite globalement de mise, notamment concernant la compétitivité économique et le monde du travail, mais est comme chaque année un peu plus présent chez les leaders, qui semblent parfois un peu déconnectés de la population. En outre, cet optimisme est souvent assez

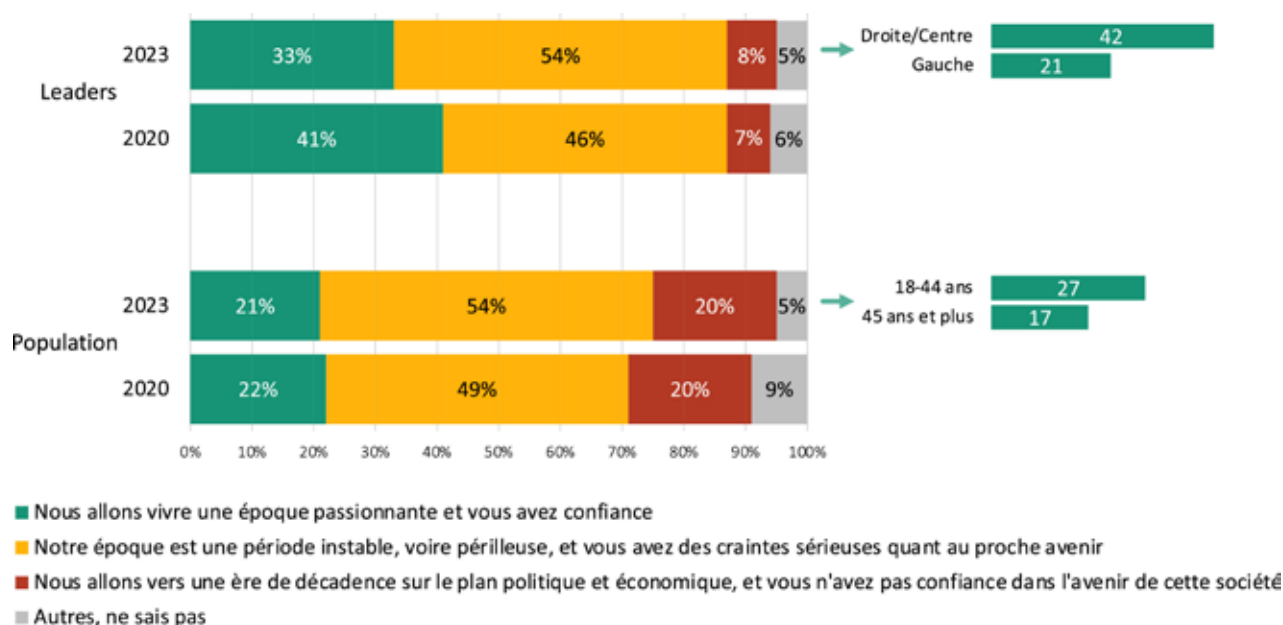
mesuré, les convaincus n'étant en général guère nombreux (en légère baisse par rapport aux années précédentes), surtout dans le grand public.

En définitive, on retrouve les quatre mêmes principales sources de craintes qu'auparavant : le pouvoir d'achat (surtout pour la population), l'approvisionnement énergétique, la confiance dans le système financier et les banques ainsi que l'avenir des retraites. Ces dernières inquiètent près de sept personnes sur dix dans la population et la moitié des leaders, ceci depuis plusieurs années déjà.

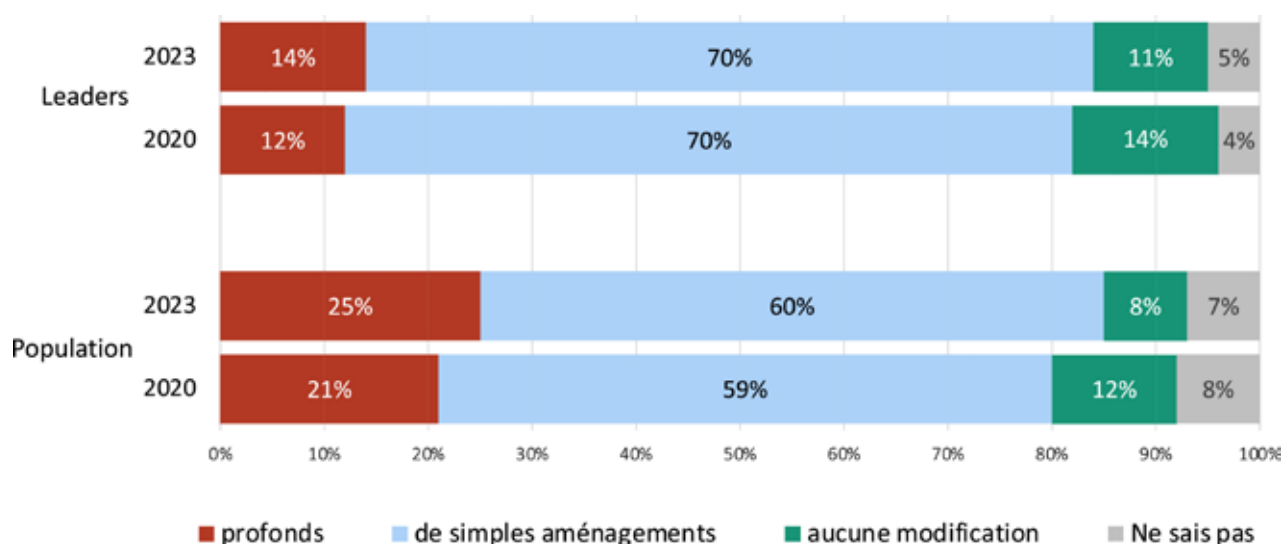
Enfin, leaders et population continuent à se sentir largement privilégiés de vivre en Suisse, avec toujours le même gros bémol dans le grand public, à savoir le niveau des prix par rapport aux salaires.

04 / BAROMÈTRE SOPHIA

Comment envisagez-vous les 15 prochaines années en Suisse et dans les pays voisins ? Pensez-vous que...



Le système politique suisse appelle-t-il à votre avis des changements...

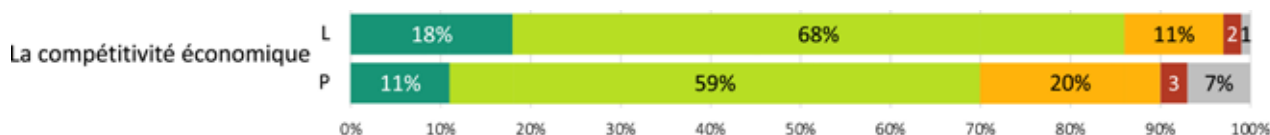


04 / BAROMÈTRE SOPHIA

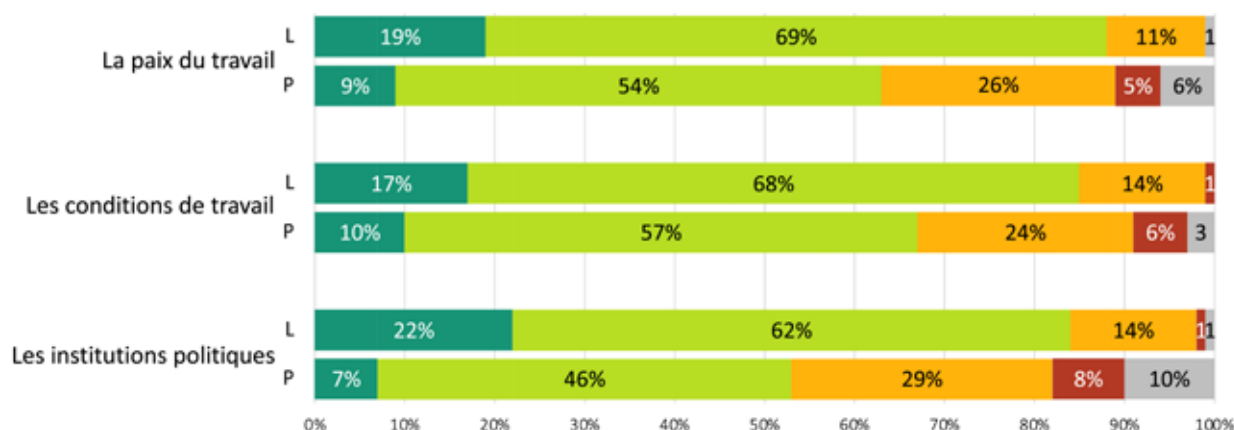
Diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou plutôt pessimiste quant à l'évolution pour les 3 prochaines années de ces points en Suisse ?

Optimisme général

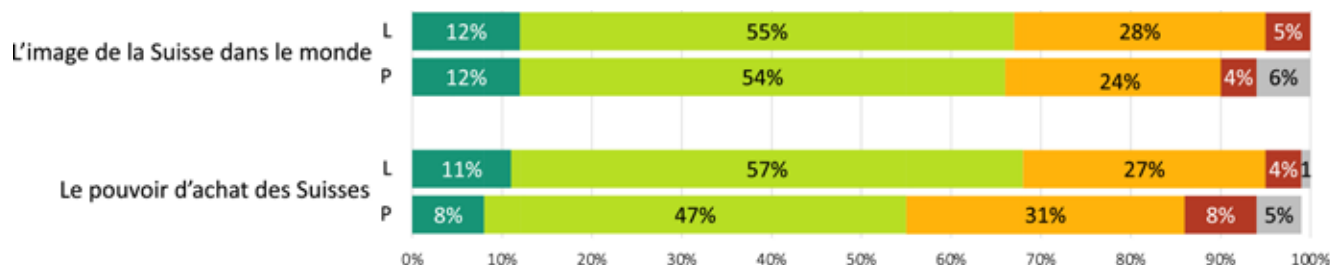
L = Leaders P = Population



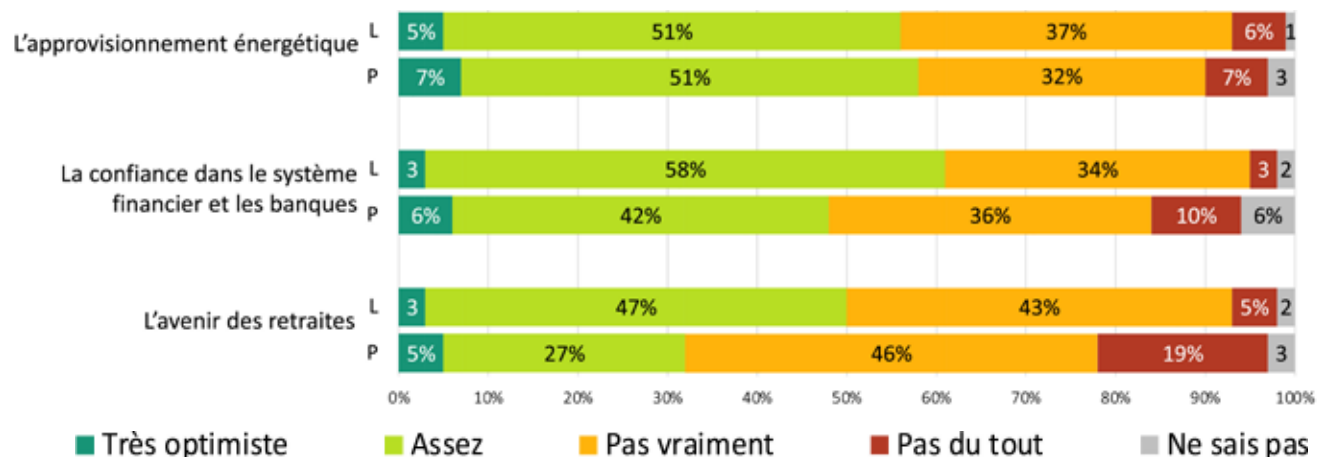
Fort optimisme chez les leaders, nettement plus modéré dans la population



Optimisme modéré général



Des craintes bien présentes, voire importantes

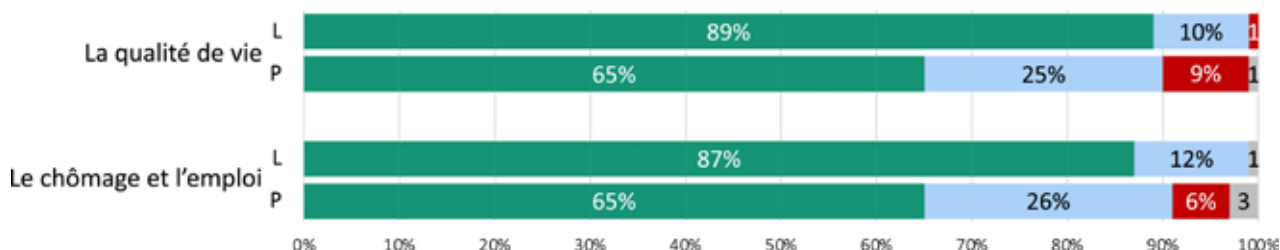


04 / BAROMÈTRE SOPHIA

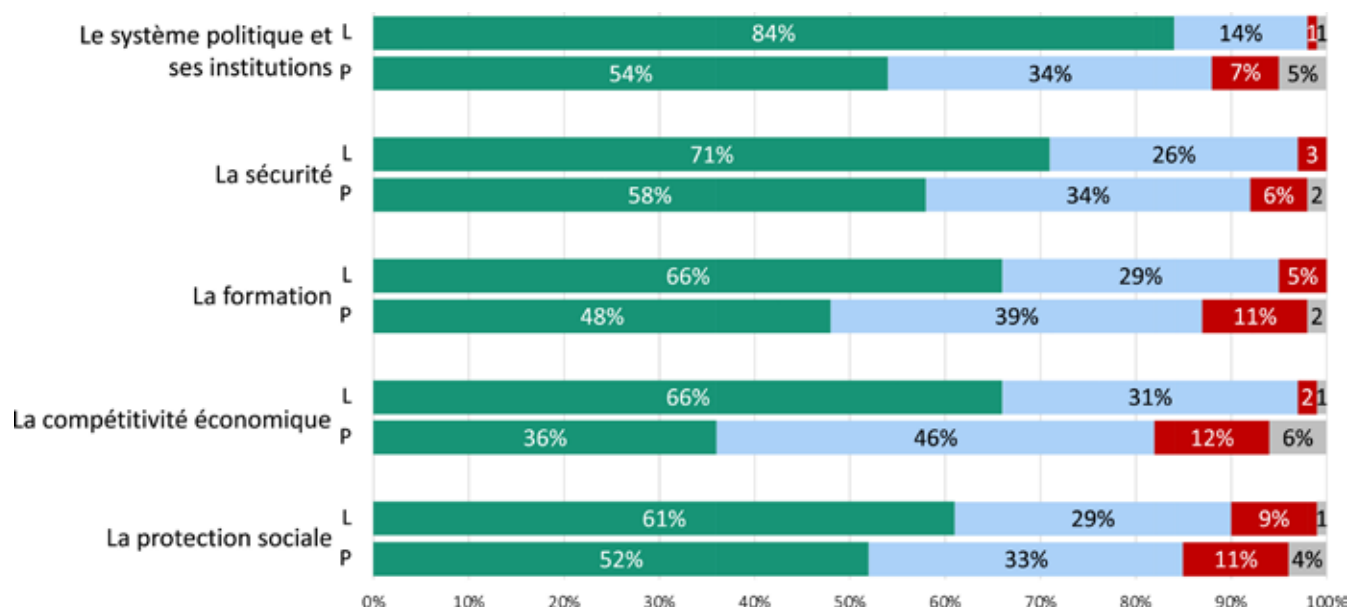
En comparaison internationale, diriez-vous que la Suisse est aujourd'hui meilleure, de niveau équivalent ou moins bonne que d'autres pays développés dans les domaines suivants :

Y'en a point comme nous

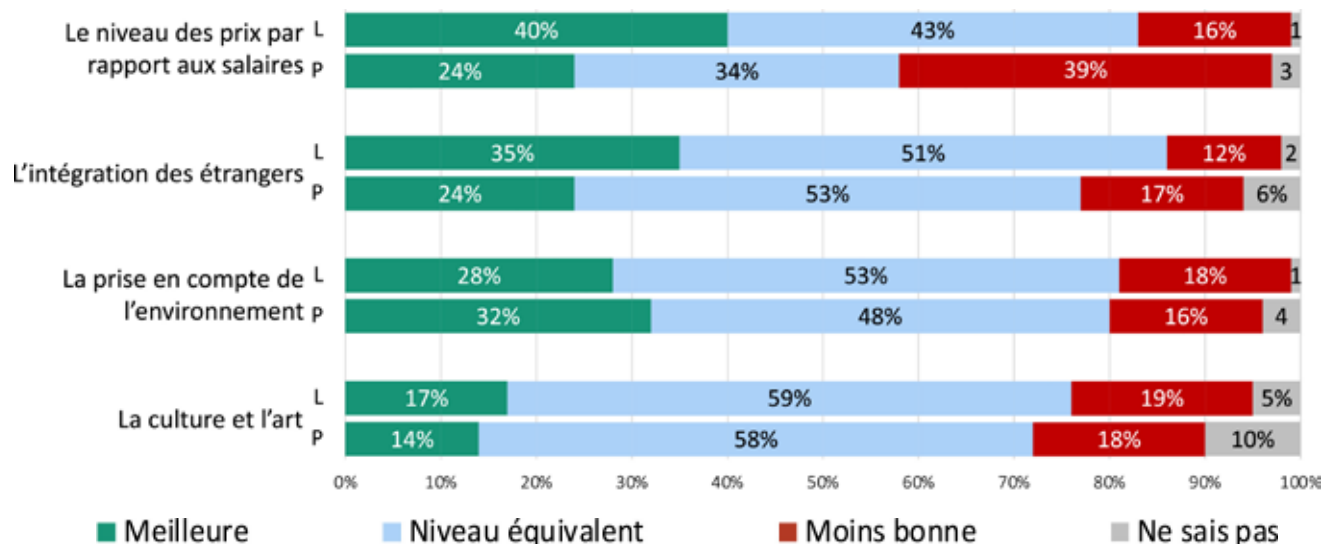
L = Leaders P = Population



Clairement au-dessus du lot



Sérieusement challengée



04 / BAROMÈTRE SOPHIA

« Je souhaite une politique européenne plus ambitieuse! Je souhaite une réforme de l'assurance-maladie, basée sur des forfaits par patients et non par pathologie ou prestations. »

PAROLE DE LEADER

« De manière générale, il faut travailler sur la responsabilisation et non sur l'interdiction. »

PAROLE DE LEADER

« Il faudrait réduire le pouvoir du Conseil des Etats. »

PAROLE DE LEADER

« Dans un monde dynamique où les évolutions sont rapides, le système politique doit être dynamique et nécessite des changements constants. »

PAROLE DE LEADER

« Nous devons préserver notre position de médiateur, notamment grâce à la neutralité de la Suisse. »

PAROLE DE LEADER

LE TEMPS

Le Briefing

Chaque matin à 6h, la newsletter du *Temps* fait le tour de l'actualité pour démarrer la journée bien informé



Tous les matins, le *Briefing* vous livre un résumé des informations qui comptent, un agenda des événements à ne pas manquer ainsi qu'une sélection d'articles exclusifs, de l'analyse au reportage.



Inscrivez-vous **gratuitement** en scannant le code QR ou sur letemps.ch



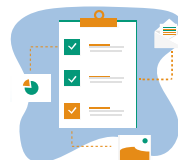


Que pensent les personnes qui comptent pour vous ?

M.I.S Trend est votre partenaire pour la conception et la réalisation d'études marketing et sociales de qualité en Suisse. Nous vous aidons à comprendre la société, les marchés et les individus grâce à des données fiables.



Etudes de marché



Etudes client·e·s



**Etudes d'image
et notoriété**



Etudes produits



Etudes RH



**Etudes
scientifiques**

**Intéressé·e par nos services?
Contactez-nous!**

M.I.S Trend
Pont Bessières 3
1003 Lausanne
+41 21 320 95 03

M.I.S Trend
Laupenstrasse 10
3008 Bern

info@mistrend.ch
www.mistrend.ch